SECTION 2

Actions en justice spécifiques aux sociétés

A. Evaluation de parts ou d'actions

- 48100** Dans tous les cas où sont prévus la cession ou le rachat des parts ou actions d'un associé (refus d'agrément, retrait d'un associé, etc.), la valeur de celles-ci est déterminée, en cas de contestation, par un **expert**. Ce dernier est **désigné** soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par **ordonnance du président** du tribunal (tribunal de commerce pour les sociétés commerciales, TGI dans les autres cas), lequel statue **en la forme des référés** et sans recours possible (C. civ. art. 1843-4 ; Décret du 3-7-1978 art. 17).

Précisions En cas de recours à un expert pour évaluer les **parts d'un associé de SARL rachetées après refus d'agrément** de l'acquéreur des parts, l'article R 223-1, al. 2 du Code de commerce prévoit que l'expert est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête lorsque les associés ou un tiers rachètent les parts et en référé lorsque la société procède à ce rachat. Ce texte, réglementaire, ne pouvant pas être contraire à ce que prévoit l'article 1843-4, de nature légale, il est conforme à la loi et prudent d'agir selon les formes édictées par ce dernier texte (assignation en la forme des référés) et non sur requête ou en référé.

Initiative de la demande

- 48105** Aucune disposition ne précise à qui incombe la saisine du président du tribunal en cas de désaccord sur la désignation de l'expert. Il en résulte que cette saisine intervient à la demande de la **partie la plus diligente** (le cédant, ses coassociés ou la société) et que le fait de ne pas saisir le président ne saurait être considéré comme fautif (Cass. com. 12-7-2005 n° 04-10.379 ; RJDA 2/06 n° 147).

Forme de l'action

- 48110** Sauf dans le cas particulier visé ci-dessus (n° 48100, précisions), la demande de désignation doit être introduite par une **assignation** « en la **forme des référés** » (C. civ. art. 1843-4) et non « en référé » ou « en matière de référé ». Une assignation comportant ces dernières mentions aurait pour effet de saisir le juge des référés, incompétent en la matière, et d'entraîner l'irrecevabilité de la demande ou sa nullité (CA Versailles 11-5-2011 n° 10/04064, 14^e ch.). La demande peut être présentée en s'inspirant de l'exemple suivant, concernant un désaccord sur le prix de titres d'une société par actions simplifiée qu'un associé se propose de racheter à leur titulaire à la suite d'un refus d'agrément.
- 48112** **Avertissement** : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

Demande de désignation d'un expert

Assignation en la forme des référés devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en la forme des référés.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

- que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;
 - que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).
- Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société par actions simplifiée dénommée ..., au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

M./M^{me} ..., propriétaire de ... actions de la société, a, conformément aux statuts de la société, notifié à celle-ci, par lettre recommandée AR en date du ..., un projet de cession de ses actions en faveur de M./M^{me} ...

Par une délibération des associés en date du ..., prise en application de l'article ... des statuts, la société a refusé de donner son agrément à la cession projetée.

M./M^{me} ..., associé de la société, a proposé au cédant/à la cédante de lui racheter ses actions au prix de ... ; que celui-ci/celle-ci est en désaccord sur ce prix.

Le cédant/la cédante n'a pas pu s'entendre avec M./M^{me} ... sur la désignation d'un expert chargé d'évaluer les actions en cause malgré les diligences suivantes entreprises par le cédant/la cédante pour parvenir à un accord : ... (*énumérer ces diligences*).

Il y a donc lieu de demander cette désignation à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce en application de l'article 1843-4 du Code civil.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

- de désigner tel expert qu'il lui plaira avec mission d'évaluer les actions que M./M^{me} ... souhaite céder ;
- de dire que l'expert rendra son rapport dans les ... mois de l'ordonnance à intervenir ;
- (...)

Exclusivité de compétence

Il résulte de l'article 1843-4 du Code civil que la **compétence du président** du tribunal pour désigner l'expert est exclusive (Cass. com. 30-11-2004 n° 03-13.756 et 03-15.278 : RJDA 3/05 n° 270, 1^{er} et 2^e espèces).

Ne peuvent donc valablement désigner ou remplacer l'expert ni le tribunal statuant collégalement (Cass. 3^e civ. 28-3-2012 n° 10-26.531 : RJDA 7/12 n° 691) ni la cour d'appel statuant sur recours (Cass. 1^{er} civ. 25-11-2003 n° 00-22.089 : RJDA 5/04 n° 568 ; Cass. com. 30-11-2004 n° 03-13.756 et 03-15.278 précités). Le juge des référés est pareillement dépourvu de tout pouvoir pour désigner l'expert, sauf s'il a reçu délégation du président du tribunal à cette fin (Cass. com. 15-5-2012 n° 11-17.866 : RJDA 1/13 n° 40, 2^e espèce).

Précisions

a. La compétence exclusive du président du tribunal ne fait cependant pas obstacle à ce que **l'actualisation du rapport d'expertise** soit confiée au même expert, en appel, par le conseiller de la mise en état (Cass. 1^{er} civ. 9-12-2010 n° 09-10.141 : RJDA 3/11 n° 245).

b. La fixation de la valeur de rachat des **parts d'une SCP de médecins** en cas de désaccord entre la société et l'associé qui se retire est soumise à un régime spécial : si le prix proposé par la société pour le rachat des parts n'est pas accepté par l'associé et si celui-ci persiste dans son intention de céder ses parts, le prix doit être fixé à la demande de la partie la plus diligente par le président du TGI statuant en référé (CSP art. R 4113-51). Cependant, le président saisi sur le fondement de ce texte n'a pas le pouvoir de fixer le prix des parts si les parties n'ont pas eu préalablement recours à la procédure particulière et impérative de l'article 1843-4 du Code civil (Cass. 1^{er} civ. 9-4-2014 n° 12-35.270 : RJDA 7/14 n° 635).

Pouvoirs du président du tribunal

Les pouvoirs du président sont **limités** au choix du nom de l'expert dont la désignation est demandée et, le cas échéant, à son remplacement (CA Paris 23-11-2005 n° 05-7615 : RJDA 5/06 n° 539 ; CA Paris 30-1-2009 n° 08-13762 : RJDA 5/09 n° 440).

Il ne peut donc pas valablement :

- évaluer lui-même le prix de cession ou de rachat, même s'il estime disposer de tous les éléments nécessaires (Cass. 1^{er} civ. 18-6-1996 n° 94-16.159 : Bull. civ. I n° 264) ;
- encadrer la mission de l'expert en fixant les critères d'évaluation à retenir (Cass. com. 5-5-2009 n° 08-17.465 : RJDA 8-9/09 n° 751).

Recours

L'ordonnance du président du tribunal n'est pas susceptible de recours (C. civ. art. 1843-4), sauf en cas d'excès de pouvoirs.

Par sa généralité, **l'exclusion des recours** concerne tant le pourvoi en cassation que les autres voies de recours (appel, opposition, tierce-opposition) (Cass. com. 3-5-2012 n° 11-16.349 : RJDA 11/12 n° 970 ; Cass. com. 15-5-2012 n° 11-12.999 : RJDA 1/13 n° 40, 1^{er} espèce). Elle s'applique que le président accepte (Cass. com. 15-5-2012 n° 11-12.999 précité) ou refuse la désignation de l'expert (Cass. com. 11-3-2008 n° 07-13.189 : RJDA 6/08 n° 669).

48115

48120

48125

48128 Recours-nullité pour excès de pouvoir Par dérogation à la règle interdisant tout recours contre les ordonnances du président du tribunal, un « recours-nullité » est ouvert lorsque le président a excédé ses pouvoirs.

Il y a excès de pouvoir en cas de **méconnaissance** par le juge de l'étendue de ses **pouvoirs juridictionnels** (Cass. 1^{re} civ. 20-2-2007 n° 06-13.134 : RJDA 6/07 n° 674), c'est-à-dire s'il outrepassé les pouvoirs que lui confère la loi ou ne les exerce pas. Tel serait le cas si l'expert était désigné ou remplacé par un juge incompetent ou si le président du tribunal prescrivait des méthodes d'évaluation à l'expert.

En revanche, l'excès de pouvoirs n'est pas caractérisé lorsque le président du tribunal :
 – désigne l'expert alors que les conditions d'application de l'article 1843-4 du Code civil ne sont pas remplies (Cass. com. 15-5-2012 n° 11-17.866 : RJDA 1/13 n° 40, 2^e espèce, rendu dans un cas où le recours à l'expertise était contesté au motif que la cession était déjà parfaite et exécutée) ;

– désigne un nouvel expert sans d'abord avoir prononcé la fin de la mission du précédent, s'être assuré que celui-ci avait refusé sa mission ou que les parties y avaient mis fin ou encore qu'il pouvait renoncer à sa mission ou y avait renoncé de façon claire et non équivoque (Cass. com. 15-5-2012 n° 11-12.999 : RJDA 1/13 n° 40, 1^{re} espèce).

B. Désignation d'un administrateur provisoire

48350 L'administrateur provisoire est un mandataire désigné en justice et chargé, en cas de **difficultés graves** empêchant le fonctionnement normal d'une société (conflit paralysant la société, absence de dirigeant, etc.), d'en assurer ou d'en contrôler momentanément la gestion.

En principe, l'**administrateur** est choisi sur la liste des administrateurs et mandataires judiciaires établie par une commission nationale. Toutefois, le juge peut aussi désigner une personne physique justifiant d'une expérience ou d'une qualification particulière compte tenu de la nature de l'affaire. Dans ce cas, la décision de nomination doit être spécialement motivée au regard de cette expérience ou de cette qualification (C. com. art. L 811-2, al. 1 et 2).

Précisions La **rémunération de l'administrateur** est fixée par le juge. En principe, elle incombe à la société. Toutefois, elle peut être mise à la charge de l'associé ou des associés responsables de la nomination de l'administrateur (Cass. com. 12-1-1970 n° 67-11.816 : Bull. civ. IV n° 11 ; CA Nancy 8-3-2007 n° 07-520 : RJDA 12/07 n° 1238).

Initiative de la demande

48355 Conformément au droit commun, la demande de nomination de l'administrateur peut être présentée par toute personne justifiant d'un intérêt au succès de sa prétention (CPC art. 31). Il en résulte que la demande ne peut pas émaner d'une personne totalement étrangère à la société (CA Lyon 1-4-1971 n° 2755 : D. 1971 som. p. 169). Un arrêt isolé en a déduit que seuls les **organes sociaux** et les **associés** peuvent présenter cette demande (CA Paris 1-6-2007 n° 07-5278 : RJDA 3/08 n° 278).

Cette solution nous semble excessive : outre les organes d'administration ou de direction de la société et les associés, la demande peut être présentée par un **créancier social**, qui a intérêt à ce que la société retrouve un fonctionnement normal (pour un exemple, CA Paris 26-7-2002 n° 02/03438). L'**épouse** et les **enfants** d'un dirigeant mis sous tutelle ont même été jugés recevables à demander la nomination de l'administrateur alors même qu'ils n'étaient ni associés ni créanciers de la société (CA Lyon 1-4-1971 précité).

En revanche, en cas de liquidation judiciaire d'un dirigeant associé, le **liquidateur** n'est pas recevable à demander la désignation d'un administrateur provisoire chargé de représenter la société (Cass. com. 27-11-2001 n° 97-22.086 : RJDA 8-9/02 n° 916).

Forme de l'action

48360 La procédure peut prendre la forme d'une **assignation au fond** (devant le tribunal de commerce pour les sociétés commerciales ; devant le TGI dans les autres cas) mais le plus souvent, la demande est introduite par une assignation en **référé** compte tenu de l'urgence qu'il y a à nommer l'administrateur.

Lorsque la **société** n'est pas dépourvue de représentant légal, elle doit être **mise en cause** dans la procédure, faute de quoi la demande de nomination est irrecevable (Cass. 2^e civ. 25-3-1992 n° 90-21.743 : RJDA 5/92 n° 458). Il ne suffit donc pas d'assigner le dirigeant social. Il en est ainsi même lorsque la demande vise à désigner un mandataire chargé seulement de provoquer une délibération des associés (Cass. com. 3-11-2004 n° 01-01.855 : RJDA 7/05 n° 811).

Lorsque la **société** est **dépourvue de représentant légal**, la nomination ne peut pas être demandée sur simple requête. Le fait que la société n'ait pas de représentant n'est pas un obstacle au recours à une procédure contradictoire par voie d'assignation, cette carence pouvant être palliée par la désignation d'un mandataire ad hoc chargé de représenter la société (CA Paris 14-5-2013 n° 13/00026 : RJDA 11/13 n° 900).

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

48362

Demande de désignation d'un administrateur provisoire

Assignation en référé devant le Tribunal de commerce/de grande instance (*selon la forme, commerciale ou non, de la société*) de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce/de grande instance (*selon le cas*) de ... sis ... statuant en référé.

Mentions à reproduire en cas d'assignation devant le Tribunal de commerce :

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

- que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;

- que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Mentions à reproduire en cas d'assignation devant le TGI :

Vous devez comparaître à cette audience ou vous y faire représenter par un avocat inscrit au barreau. A défaut, vous vous exposeriez à ce qu'une ordonnance soit rendue à votre rencontre sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société (*forme à préciser*) dénommée ..., au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

La société rencontre actuellement les difficultés suivantes :

- ...

- ... (*énumérer et dater les événements justifiant la nomination de l'administrateur : conflit, défaut de réunion des assemblées, absence de dirigeant, etc.*)

Ces circonstances paralysent le fonctionnement de la société et menacent celle-ci d'un péril imminent.

Il y a urgence à prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la situation.

Cette urgence justifie qu'aucune diligence n'ait été entreprise pour parvenir à une résolution amiable du litige.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal :

- de désigner tel mandataire qu'il lui plaira ;

- de donner à ce mandataire les pouvoirs les plus étendus pour ... (*explicitier la mission souhaitée : par exemple, « gérer et administrer la société conformément à la loi et aux statuts », « convoquer une assemblée générale appelée à désigner un nouveau gérant », etc.*)

- de dire que ce mandataire sera autorisé, pour les besoins de sa mission, à se faire assister par toute personne de son choix ;

- de dire qu'il restera en fonction jusqu'au/à ce que ... (*date ou événement à préciser*)

- de dire que sa rémunération sera mise à la charge de la société ;

(...)

Recours contre la décision de nomination

48365 En cas de nomination d'un administrateur chargé de gérer la société, le **représentant légal** de celle-ci, bien que privé de ses pouvoirs de gestion, reste recevable à exercer un recours contre la décision de nomination (Cass. com. 7-1-2004 n° 01-10.034 : RJD 5/04 n° 559).

Précisions Lorsque l'**administrateur** a été **nommé** non pas en référé mais **sur simple requête**, donc sans que la société ait été mise en cause et sans débat contradictoire, son représentant peut demander au juge de rétracter l'ordonnance de nomination en faisant valoir que le prononcé de la mesure nécessitait un tel débat. Si le juge accueille cette demande, la **rétractation** a un effet rétroactif, de sorte que la désignation de l'administrateur est censée ne jamais être intervenue (Cass. soc. 23-10-2012 n° 11-24.609 : RJD 1/13 n° 36 ; Cass. 1^{er} civ. 28-3-2013 n° 11-11.320 : RJD 10/13 n° 859).

C. Exécution forcée d'un pacte d'actionnaires

48570 Conformément au droit commun (C. civ. art. 1142 et 1184), la violation d'un pacte d'actionnaires entraîne en principe la résolution judiciaire du pacte et la condamnation du cocontractant fautif à verser des dommages-intérêts au signataire lésé par l'inexécution.

Ce dernier peut néanmoins obtenir en justice l'exécution forcée du pacte si aucune impossibilité juridique, matérielle ou morale n'y fait **obstacle** ; tel est par exemple le cas lorsqu'un actionnaire minoritaire refusant d'exécuter son **engagement de céder** « dès à présent » ses **actions** à la demande des actionnaires majoritaires est resté propriétaire de ses titres (CA Paris 21-12-2001 n° 01-9384 : RJD 6/02 n° 643). Le droit de propriété ne constitue pas ici un obstacle juridique à la cession forcée des actions.

De même, dans un cas où un actionnaire majoritaire avait violé une **clause de sortie conjointe** par laquelle, en cas de cession partielle ou totale de sa participation, il s'était engagé à faire en sorte que les actionnaires minoritaires puissent céder prioritairement tout ou partie de leurs titres, il a été fait droit à la demande de rachat de ces derniers au motif que, même si la clause s'analysait comme une obligation de faire, il n'était pas établi que son exécution forcée se heurterait à une impossibilité juridique, matérielle ou morale (CA Versailles 14-10-2004 n° 03-4586 : RJD 5/05 n° 574).

Dans un cas où le bénéficiaire d'une **clause de préemption** avait notifié son intention d'exercer son droit dans les conditions prévues par le pacte puis s'était rétracté deux mois plus tard, cette rétractation a été jugée sans effet car la cession était devenue parfaite et l'acquéreur ne pouvait plus la remettre en cause unilatéralement. Le cédant a donc été déclaré fondé à en demander l'exécution forcée par application de l'article 1184, al. 2 du Code civil (CA Versailles 25-6-2013 n° 12/01016 : RJD 11/13 n° 904).

Précisions A l'inverse, a été refusée l'exécution en nature d'un **pacte de limitation des participations** par lequel chacun des signataires (en l'espèce, deux actionnaires détenant à parts égales la majorité du capital d'une société) s'était interdit d'acquérir seul les actions des actionnaires minoritaires de la société : l'actionnaire lésé par la violation du pacte ne pouvait pas demander en justice la cession forcée à son profit de la moitié des actions acquises seul par l'autre actionnaire car cette rétrocession, qui se traduisait par une majoration de la participation du demandeur dans le capital social, méconnaissait le principe de la réparation intégrale du préjudice (selon lequel la réparation ne doit entraîner ni perte ni profit pour la victime) ainsi que l'article 1143 du Code civil (Cass. com. 24-5-2011 n° 10-24.869 : RJD 10/11 n° 816). En revanche, ce dernier texte, qui autorise le créancier d'une obligation à demander que ce qui a été fait « par contravention à l'engagement » soit « détruit », permet d'obtenir en justice l'annulation d'une cession passée en violation d'un tel pacte.

Mesures conservatoires

48575 La violation d'un pacte d'actionnaires peut constituer un **trouble manifestement illicite** autorisant le juge des **référés** à prescrire les mesures conservatoires s'imposant pour en faire cesser les effets (CPC art. 873, al. 1 pour le référé commercial).

Par exemple, dans un cas où le signataire d'un pacte avait apporté en société la majorité des titres d'un holding sans respecter la **clause de préemption** accordant à un autre signataire le droit d'acquérir, à l'occasion du transfert du contrôle du holding, une participation détenue par celui-ci, le juge des référés a interdit à l'apporteur de réaliser un acte de disposition sur les parts ou actions reçues en rémunération de l'apport et l'a

condamné sous astreinte à faire notifier par le holding au bénéficiaire du droit de préemption une offre de cession de la participation concernée (CA Paris 14-2-2012 n° 11/14683 : RJDA 6/12 n° 600).

Par ailleurs, le non-respect d'un pacte prévoyant la **nomination de représentants d'un associé minoritaire** au sein de l'organe collégial d'une société a été sanctionné par la désignation d'un mandataire chargé d'assister aux réunions de l'organe et d'en faire un compte-rendu à l'associé minoritaire (CA Paris 8-11-2011 n° 11/16066 : RJDA 3/12 n° 303).

48577

Précisions En revanche, dans cette affaire, le juge des référés ne pouvait pas ordonner à l'associé majoritaire de voter en assemblée la révocation des membres de cet organe nommés en violation du pacte et leur remplacement par des représentants de l'associé minoritaire car cette mesure, qui équivalait à prononcer l'annulation des délibérations de l'assemblée ayant nommé ces membres, excédait les pouvoirs du juge des référés. Seuls les juges du fond étaient susceptibles de la prononcer.

D. Responsabilité des dirigeants

1. Action sociale

a. Exercice de l'action

En principe, l'action en réparation du préjudice causé à une société par son ou ses dirigeants (action sociale) doit être exercée par les **représentants légaux** de la société (en cas de liquidation de la société, il s'agit du liquidateur). L'action est généralement engagée par de nouveaux dirigeants contre les anciens. Elle peut alors être exercée par un nouveau dirigeant même s'il a participé aux agissements fautifs de l'ancien (Cass. com. 7-12-1982 n° 81-11.504 : Bull. civ. IV n° 403 ; Cass. com. 3-3-2004 n° 00-16.566 : RJDA 7/04 n° 845).

48780

La loi autorise aussi l'exercice de l'action par un **associé** et, dans les SARL et les sociétés par actions, par un **groupe d'associés** représentant une certaine fraction du capital (C. civ. art. 1843-5, al. 1 ; C. com. art. L 223-22, al. 3 et L 225-252).

Précisions L'action en responsabilité **contre un administrateur personne morale** n'est recevable que si le représentant permanent de celle-ci est conjointement mis en cause (CA Paris 15-2-1990 n° 88-2307 : Bull. Joly 1990 p. 523).

Exercice par un associé ou un groupe d'associés

L'**objet** de cette action (dite « *ut singuli* ») est d'obtenir la réparation du préjudice subi par la société à laquelle les dommages-intérêts sont alloués en cas de condamnation des dirigeants mis en cause (C. civ. art. 1843-5, al. 1 ; C. com. art. L 223-22, al. 3 et L 225-252). Elle ne peut pas être intentée pour faire annuler un acte passé par un dirigeant (Cass. com. 16-10-1972 n° 70-13.691 : Bull. civ. IV n° 251 ; CA Paris 28-5-2009 n° 08-12691 : RJDA 12/09 n° 1084). Elle ne permet pas non plus à l'associé de représenter la société dans une instance concernant une demande d'extension de la liquidation judiciaire d'une autre société et ne lui donne pas le pouvoir de relever appel du jugement statuant sur cette demande (Cass. com. 22-11-2011 n° 10-23.088 : RJDA 3/12 n° 293).

48785

Un associé ne peut pas rechercher la **responsabilité du dirigeant d'une société mère** à raison de **fautes de gestion commises par des filiales** lors de l'exécution de conventions de prestations avec des tiers portant sur des services fournis jusque-là par la mère. En effet, l'associé ne dispose pas du droit d'agir contre le dirigeant puisque celui-ci ne peut pas répondre de la gestion des filiales, dont la personnalité juridique est distincte de celle de la société mère, et n'a donc pas qualité pour être défendeur à cette action (CA Paris 26-11-2013 n° 12/05351 : RJDA 5/14 n° 434).

L'action sociale *ut singuli* présente un **caractère subsidiaire** : un associé ne peut l'exercer qu'en cas de carence des organes sociaux, c'est-à-dire lorsque la société n'a pas elle-même agi par l'intermédiaire de son représentant légal.

48787

Le tribunal ne peut statuer sur l'action *ut singuli* que si la **société a été mise en cause** par l'intermédiaire de ses représentants légaux. Il peut toutefois désigner un mandataire ad hoc pour représenter la société dans l'instance lorsqu'il existe un conflit d'intérêts entre elle et ses représentants (C. com. art. R 223-32 et R 225-170, applicables non seulement aux SARL et aux sociétés par actions,

mais aussi, à notre avis, aux autres types de société). Le défaut de mise en cause de la société ne peut pas être régularisé par une assignation en intervention forcée de la société en appel (Cass. com. 14-5-2013 n° 11-24.432 : RJDA 10/13 n° 799).

48789 En principe, l'action est exercée par les associés individuellement. Toutefois, dans les SARL et les sociétés par actions, les associés ou actionnaires peuvent se grouper pour exercer l'action et charger un ou plusieurs d'entre eux de les représenter, ce qui permet de partager les frais de procédure. Pour pouvoir se grouper, les demandeurs doivent représenter au moins 10 % du capital dans les SARL et en principe 5 % du capital dans les sociétés par actions (C. com. art. R 223-31, al. 1 et R 225-169, al. 1). Toutefois, dans les sociétés par actions dont le capital est supérieur à 750 000 €, la fraction du capital dont les actionnaires doivent justifier est calculée en fonction d'un pourcentage dégressif, conformément au barème suivant (art. R 225-169, al. 2) :

- 4 % pour les 750 000 premiers euros ;
- 2,5 % pour la tranche de capital comprise entre 750 000 et 7 500 000 € ;
- 1 % pour la tranche de capital comprise entre 7 500 000 et 15 000 000 € ;
- 0,50 % pour le surplus du capital.

Dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, l'action sociale peut aussi être exercée par une association d'actionnaires destinée à représenter les intérêts de ces derniers dans la société (C. com. art. L 225-120).

48791 Un actionnaire exerçant l'action sociale a qualité pour exercer les voies de recours au nom de la société. Il peut ainsi valablement faire appel d'un jugement qui écarte la responsabilité d'un dirigeant alors même que la société, qui a agi en première instance par l'intermédiaire de son représentant légal pour demander réparation de son préjudice, n'a pas fait appel de ce jugement (Cass. crim. 12-12-2000 n° 97-83.470 : RJDA 5/01 n° 597).

Précisions a. La loi ayant accordé aux associés ou actionnaires le droit d'exercer eux-mêmes l'action sociale, ils ne peuvent pas demander en référé la désignation d'un **mandataire ad hoc** chargé d'exercer une telle action (Cass. com. 14-12-2004 n° 04-13.059 : RJDA 4/05 n° 384).

b. Le fait qu'un **associé** ou un actionnaire qui a exercé l'action sociale **se désiste** de toutes ses instances et renonce au bénéfice du jugement ayant condamné le dirigeant n'empêche pas d'autres actionnaires de poursuivre l'action (CA Versailles 29-3-1978 : Rev. sociétés 1978 p. 711 note D. Schmidt).

c. En prolongement de l'action sociale, les actionnaires peuvent solliciter une **mesure conservatoire** sur les biens du dirigeant poursuivi, à condition de le faire au nom de la société (Cass. 2^e civ. 14-9-2006 n° 05-16.266 : RJDA 11/07 n° 1099). Ils peuvent aussi demander au juge de l'exécution d'assortir d'une **astreinte** la décision ayant accueilli leur action (Cass. com. 7-7-2009 n° 08-15.835 : RJDA 11/09 n° 974).

Libre exercice de l'action

48795 Est réputée non écrite toute **clause statutaire** ayant pour effet de subordonner l'exercice de l'action sociale à l'avis préalable ou à l'autorisation de l'assemblée des associés ou qui comporterait par avance renonciation à l'exercice de cette action (C. civ. art. 1843-5, al. 2 ; C. com. art. L 223-22, al. 4 et L 225-253, al. 1).

Par ailleurs, le fait qu'un dirigeant ait été **relaxé des poursuites pénales** engagées contre lui pour certains agissements n'interdit pas à la société de demander qu'il soit condamné à réparer civilement le préjudice causé à la société par ces agissements (Cass. com. 9-11-1993 n° 89-20.660 : RJDA 2/94 n° 161).

b. Extinction de l'action

48810 Aucune **décision de l'assemblée des associés** ne peut avoir pour effet d'éteindre l'action sociale (C. civ. art. 1843-5, al. 3 ; C. com. art. L 223-22, al. 5 et L 225-253, al. 2). Le quitus donné aux dirigeants par l'assemblée est donc sans effet à cet égard (CA Rouen 12-1-1973, 2^e ch. : D. 1973 som. p. 28). Bien que les textes ne le précisent pas expressément, on ne saurait pas plus permettre au **conseil d'administration**, au **directoire** ou au **conseil de surveillance** d'une société par actions d'adopter une décision mettant fin à l'action sociale.

Prescription de l'action

48815 **Prescription triennale (ou décennale)** L'action en responsabilité dirigée contre les dirigeants suivants se prescrit par trois ans à compter du fait dommageable ou, s'il a été dissimulé, de sa révélation et par dix ans s'il s'agit d'un crime :

- gérant de **SARL** (C. com. art. L 223-23) ou de **société en commandite par actions** (C. com. art. L 225-254 sur renvoi de l'art. L 226-12, al. 2) ;

- administrateur et directeur général (mais pas le directeur général délégué) de **société anonyme** (art. L 225-254) ;
- membre du directoire et du conseil de surveillance de société anonyme (art. L 225-254 sur renvoi de l'art. L 225-256, al. 1) ;
- dirigeant de **société par actions simplifiée** (art. L 225-254 sur renvoi de l'art. L 227-8).

Le **point de départ du délai** de prescription correspond à la période où le fait dommageable a pu être constaté, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de l'époque où a été perçue l'étendue réelle des conséquences de ce fait (Cass. com. 23-10-1990 n° 89-14.721 : RJDA 1/91 n° 30). Par exemple, a été déclarée prescrite l'action engagée contre d'anciens administrateurs ayant reçu de la société des rémunérations indues réintégrées par la suite dans les bénéfices sociaux à l'occasion d'un redressement fiscal car, même si ce redressement était intervenu moins de trois ans avant l'exercice de l'action, les rémunérations avaient été perçues par les intéressés plus de trois ans avant ; or, c'était la privation des sommes litigieuses à l'époque de leur perception qui constituait le fait dommageable pour la société (Cass. com. 2-5-1983 n° 81-12.717 : Bull. civ. IV n° 128).

48817

Précisions Lorsque la responsabilité des dirigeants est recherchée par le biais d'une **action récursoire en garantie** formée par la société, le point de départ se situe au jour où la société a elle-même été assignée (Cass. com. 6-5-2014 n° 13-17.632 : RJDA 8-9/14 n° 704 ; CA Paris 17-2-2015 n° 10/04697 : RJDA 5/15 n° 353).

Dissimulation de la faute. Le **point de départ** de la prescription de l'action en responsabilité contre un dirigeant peut être **reporté** en cas de dissimulation de la faute commise par celui-ci. En revanche, il ne peut pas l'être en cas de dissimulation des conséquences dommageables résultant de cette faute (Cass. com. 20-2-2007 n° 03-12.088 : RJDA 11/07 n° 1116).

48819

A ainsi été déclarée prescrite l'action d'une société exercée contre son ancien dirigeant après qu'elle a été condamnée à indemniser un salarié pour non-paiement d'heures supplémentaires. La prescription avait commencé à courir du jour de la réception de la lettre recommandée adressée plus de trois ans auparavant à la société par le salarié demandeur le paiement des heures et révélant les agissements de l'ancien dirigeant. Le préjudice résultant de la condamnation de la société ne pouvait pas constituer le point de départ de la prescription car il n'était que la conséquence des faits dommageables reprochés à ce dirigeant (CA Versailles 30-9-2010 n° 09-4525 : RJDA 3/11 n° 252).

L'action est prescrite si le **fait dommageable** commis plus de trois ans auparavant n'a **pas été dissimulé**. Tel est le cas lorsqu'un associé qui conteste une opération a été convoqué à une assemblée à laquelle le dirigeant a soumis un rapport faisant état de l'opération (Cass. com. 1-6-2010 n° 09-15.322 : RJDA 10/10 n° 965). De même, a été jugée prescrite l'action en responsabilité engagée par un actionnaire de société anonyme contre des administrateurs auxquels il reprochait d'avoir octroyé des concours à une filiale : loin d'être dissimulés, les concours financiers et la situation de la filiale ont fait l'objet d'une information dans les rapports annuels de la société ; la connaissance par le conseil d'administration et l'approbation par l'assemblée générale des comptes des exercices au cours desquels les avances ont été consenties excluaient leur dissimulation (CA Paris 19-3-2013 n° 12/00020 : RJDA 7/13 n° 633).

Précisions En cas de dissimulation d'une **décision fautive prise par le conseil d'administration ou le directoire** d'une société anonyme, la volonté de dissimulation de chaque administrateur ou membre du directoire est établie dès lors qu'il ne s'est pas opposé personnellement à cette décision (Cass. com. 30-3-2010 n° 08-17.841 : RJDA 7/10 n° 760).

Prescription quinquennale Pour tous les **dirigeants autres** que ceux mentionnés ci-dessus (gérant de société civile, de société en nom collectif ou de société en commandite simple, directeur général délégué non administrateur de société anonyme), l'action en responsabilité, fondée sur le droit commun de la responsabilité délictuelle (CA Versailles 7-9-2006 n° 05-2470 : RJDA 8-9/07 n° 859), est soumise à la prescription de droit commun : elle se prescrit donc par cinq ans à compter du jour où celui qui agit a connu ou aurait dû connaître la faute du dirigeant (C. civ. art. 2224).

48822

Précisions a. La prescription triennale ne s'applique pas non plus à l'action en responsabilité engagée contre un **dirigeant de fait** (Cass. com. 30-3-2010 n° 08-17.841 : RJDA 7/10 n° 760).

b. L'**action en responsabilité spéciale** ouverte contre les dirigeants pour irrégularité commise à l'occasion de la constitution de la société ou d'une modification statutaire (défaut de mention dans les statuts, omission

ou accomplissement irrégulier d'une formalité) se prescrit par dix ans à compter, selon le cas, de l'immatriculation de la société ou de la publicité au registre du commerce de l'acte modifiant les statuts (C. civ. art. 1840, al. 3 ; C. com. art. L 210-8, al. 3).

2. Action individuelle

48850 Tout associé ou actionnaire peut engager une action en réparation du préjudice qu'il a subi personnellement du fait d'un dirigeant de la société (C. civ. art. 1843-5, al. 1 ; C. com. art. L 223-22, al. 3 et L 225-252). Cette action (dite action individuelle) n'est recevable que si le préjudice subi par l'associé ou l'actionnaire est distinct de celui éventuellement subi par la société. L'action individuelle ayant pour objet la réparation d'un préjudice personnel, il s'ensuit que :

- l'associé ou l'actionnaire peut l'exercer même après avoir cédé ses titres ;
- les dommages-intérêts éventuels reviennent intégralement au demandeur et non à la société.

Exercice par un groupement d'actionnaires

48855 Lorsque plusieurs actionnaires de société par actions souffrent directement et individuellement d'un préjudice provenant de mêmes faits, ils peuvent se grouper pour charger l'un ou plusieurs d'entre eux d'agir en leur nom devant les juridictions civiles, sous réserve que les conditions suivantes soient respectées (C. com. art. R 225-167) :

- le mandat de représentation doit être écrit et mentionner expressément qu'il donne au mandataire le pouvoir d'accomplir au nom du mandant tous les actes de procédure et, s'il y a lieu, le pouvoir d'exercer les voies de recours (appel, pourvoi en cassation, etc.) ;
- la demande en justice doit indiquer les nom, prénoms et adresse de chacun des mandants ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent et le montant de l'indemnité réclamée pour chacun d'eux.

Les actes de procédure et de notification sont alors réputés valablement accomplis à l'égard du ou des mandataires sans qu'il soit nécessaire de les notifier également aux autres actionnaires demandeurs (C. com. art. R 225-168).

48857 Dans les sociétés anonymes, les actionnaires ne sont autorisés à se grouper pour exercer l'action en réparation de leur préjudice individuel que si cette action est dirigée contre les administrateurs, le directeur général ou les membres du directoire (C. com. art. R 225-167). Dans les autres sociétés, l'exercice groupé de l'action est possible contre les dirigeants qui sont responsables dans les mêmes conditions que les administrateurs : gérant de société en commandite par actions (C. com. art. L 226-1, al. 2) et dirigeants de société par actions simplifiée (C. com. art. L 227-8).

En revanche, elle est exclue pour les actions dirigées contre des membres du conseil de surveillance ou des directeurs généraux délégués non administrateurs.

Extinction de l'action

48865 Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet de l'éteindre. Ainsi, le quitus donné aux dirigeants par l'assemblée ne fait pas obstacle à l'action individuelle exercée par les associés pour obtenir réparation d'un préjudice qui leur est personnel (Cass. 3^e civ. 4-11-1976 n° 75-11.366 ; Bull. civ. III n° 381).

48868 **Prescription de l'action** Lorsque l'action est exercée contre l'un des dirigeants visés n° 48815, elle est fondée, selon le cas, sur l'article L 223-22 ou L 225-252 du Code de commerce, de sorte qu'elle est soumise au délai triennal (ou décennal) de prescription que prévoit ce Code (CA Agen 2-10-2006 n° 05-1090 ; RJDA 8-9/07 n° 857). Dans le cas contraire, elle est soumise au délai de prescription de droit commun du Code civil (n° 48822).

E. Nullité d'une décision sociale ou de la société

49080 L'action en nullité d'une décision sociale (acte d'un dirigeant, délibération des associés) ou d'une société affectée d'une irrégularité est soumise aux règles de procédure suivantes.

L'action peut également être déclarée recevable bien que l'associé qui l'a engagée ait pris part à l'irrégularité (Cass. com. 26-5-2009 n° 08-13.611 : Bull. July 2009 p. 965 note J.-F. Barbieri).

Précisions

a. L'associé abuserait de son droit d'agir en nullité s'il engageait l'action dans le seul dessein de nuire à la société. Un tel abus exposerait l'associé à une condamnation au versement de dommages-intérêts à la société (par exemple Cass. com. 3-6-2003 n° 99-18.707 : RJDA 10/03 n° 963).

b. Un copropriétaire de parts ou d'actions indivises est également recevable à agir en nullité d'une décision d'assemblée ou d'un organe d'administration de la société (CA Pau 3-4-2012 n° 11/00429 : RJDA 12/12 n° 1089).

2. Prescription de l'action

49130 En principe, l'action en nullité de la société ou d'actes et délibérations postérieurs à sa constitution se prescrit par **trois ans** à compter du jour où la nullité est encourue (C. civ. art. 1844-14 ; C. com. art. L 235-9, al. 1).

Par **exception**, les actions suivantes, propres aux **sociétés commerciales**, sont soumises à des délais plus courts :

- l'action en nullité d'une fusion ou d'une scission se prescrit par **six mois** à compter de la date de la dernière inscription au registre du commerce rendue nécessaire par l'opération (C. com. art. L 235-9, al. 2), cette prescription abrégée étant également applicable aux apports partiels d'actif soumis au régime des scissions (Cass. com. 3-6-2003 n° 99-18.707 : RJDA 10/03 n° 963 ; Cass. com. 30-11-2004 n° 01-16.581 : RJDA 3/05 n° 263) ;

- l'action en nullité de l'augmentation de capital d'une société par actions se prescrit par **trois mois** à compter de la date de l'assemblée générale suivant la décision d'augmentation de capital (C. com. art. L 235-9, al. 3), quels que soient la nature (ordinaire ou extraordinaire) et l'objet de cette assemblée ;

- l'action en nullité de délibérations du conseil d'administration, du directoire et du conseil de surveillance non constatées par un procès-verbal ne peut être exercée que jusqu'à l'approbation du procès-verbal de la **deuxième réunion qui suit** celle dont les délibérations sont susceptibles d'être annulées (C. com. art. L 235-14, al. 3).

Domaine de la prescription triennale

49135 Le délai de prescription de trois ans est applicable à toutes les actions en nullité de la société ainsi qu'aux actions en nullité des décisions sociales autres que celles visées n° 49130 pour lesquelles la loi prévoit par exception un délai plus court.

Le délai de trois ans ne s'applique à l'action en nullité d'une cession de parts ou d'actions que dans la mesure où cette action est fondée sur une irrégularité affectant la décision ayant accordé à l'acquéreur l'agrément exigé par la loi ou les statuts (Cass. 3^e civ. 6-10-2004 n° 01-00.896 : RJDA 12/04 n° 1330).

En revanche, ce délai n'est pas applicable à l'action en nullité :

- d'une cession de parts ou d'actions pour vice du consentement (Cass. 3^e civ. 6-10-2004 n° 01-00.896 précité ; CA Paris 19-9-2003 n° 01-19651 : RJDA 7/04 n° 829) ;

- d'une clause de non-concurrence prévue en cas de cessation des fonctions du dirigeant, même si la clause a été adoptée par une résolution d'assemblée car les conditions relatives à l'objet et au fondement d'une telle clause sont propres à la validité de celle-ci et ne concernent pas la validité de la délibération (CA Versailles 16-3-2000 n° 97-4009 : RJDA 1/01 n° 33) ;

- de l'acte de rachat des parts d'un associé qui se retire dès lors que l'action est fondée, non pas sur une irrégularité des assemblées ayant autorisé le rachat, mais sur un vice affectant l'acte lui-même (Cass. com. 20-3-2012 n° 11-13.534 : RJDA 6/12 n° 596).

49137 **Cas de fraude** La prescription triennale s'applique-t-elle même en cas de fraude ? A notre avis, la réponse est négative. En effet, il est de principe que la fraude fait exception à toutes les règles, ce qui justifie l'application de la prescription de droit commun de cinq ans (C. civ. art. 2224). Telle n'est toutefois pas la position de la cour d'appel de Paris qui, dans un cas où un actionnaire avait agi en nullité d'une délibération ayant approuvé une augmentation de capital par un apport des titres d'une société en se fondant, pour échapper à la prescription, sur la dissimulation frauduleuse d'informations relatives à cette société, a estimé qu'il n'existe aucune exception légale à l'application de la prescription triennale (CA Paris 19-3-2013 n° 12/00020 : RJDA 7/13 n° 633).

Point de départ de la prescription triennale

Le délai de prescription de trois ans court en **principe** à compter du jour où la nullité est encourue. Il en résulte par exemple que l'action en nullité d'une société pour illicéité de l'objet social formée plus de trois ans après la constitution et l'immatriculation de la société au registre du commerce est prescrite (CA Paris 14-2-2006 n° 05-6331 : RJDA 8-9/06 n° 908).

Toutefois, en cas de **nullité pour vice du consentement**, la prescription ne commence à courir, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé et, dans le cas d'erreur ou de dol, que du jour où le vice a été découvert (C. civ. art. 1304, al. 2).

49140

Précisions A l'inverse de la cour d'appel de Paris dans l'arrêt précité du 14 février 2006, la cour d'appel de Lyon a jugé que l'action en **nullité d'une société pour illicéité de l'objet social** n'est pas susceptible de prescription tant que la cause de nullité existe (CA Lyon 4-3-2014 n° 12/08841 : RJDA 11/14 n° 840). Pour les magistrats lyonnais, il résulte de l'article 1844-11 du Code civil que le point de départ du délai de prescription doit être repoussé au jour où l'illicéité de l'objet cesse. Cette interprétation du texte est discutable car celui-ci régit les conditions d'extinction de l'action du fait d'une régularisation de la situation (n° 49170) et non du fait de l'écoulement du délai de prescription. A notre avis, la prescription court du jour où la société est soit constituée (pour l'action exercée par un associé), soit immatriculée (pour l'action exercée par un tiers), ce qui correspond au jour où la nullité est encourue au sens de l'article 1844-14 du Code civil.

Exception de nullité

Même si l'action en nullité d'une décision sociale est prescrite, celui à qui l'exécution de la décision est demandée peut s'y soustraire en invoquant la nullité de celle-ci, l'exception de nullité étant **imprescriptible** (Cass. 3^e civ. 25-3-1998 n° 96-17.307 : RJDA 6/98 n° 722 ; Cass. com. 28-3-2006 n° 02-13.852 : RJDA 6/06 n° 659). Toutefois, cette exception ne peut plus jouer lorsque la décision a été exécutée (Cass. com. 3-4-2007 n° 06-10.834 : RJDA 7/07 n° 733).

49145

3. Régularisation

Toutes les nullités peuvent être couvertes, à l'**exception** de celles fondées sur l'illicéité de l'objet social (C. civ. art. 1844-11 ; C. com. art. L 235-3 ; pour un exemple de ratification d'une délibération irrégulière d'actionnaires de société anonyme, voir CA Paris 12-12-2006 n° 05-24397 : RJDA 5/07 n° 508). La **publicité** donnée à des **délibérations** irrégulièrement votées ne fait pas obstacle à la reprise, dans des conditions cette fois régulières, de l'opération viciée (CA Paris 26-11-2013 n° 12/18725 : RJDA 3/14 n° 242).

49170

Régime général

La nullité peut être couverte jusqu'à ce que le **tribunal ait statué** sur le fond en première instance (C. civ. art. 1844-11 ; C. com. art. L 235-3). En outre, pour **favoriser la régularisation**, la loi prévoit les mesures suivantes (C. civ. art. 1844-13 ; C. com. art. L 235-4) :

49175

1. Le tribunal ne peut prononcer la nullité que deux mois au moins après la date de l'exploit introductif d'instance.
2. Le tribunal peut d'office fixer un délai pour permettre de couvrir la nullité (pour un exemple, voir Cass. com. 12-5-1975 n° 74-10.802 : Bull. civ. IV n° 131).
3. Le tribunal peut même accorder par jugement le délai nécessaire pour que les associés puissent prendre une décision lorsque, pour couvrir une nullité, il est indispensable de réunir une assemblée. Mais il faut alors justifier de la convocation régulière de cette assemblée ou de l'envoi aux associés du texte des projets de résolution accompagné des documents qui doivent leur être communiqués.

Conséquences de la régularisation L'action en nullité n'est plus recevable lorsque le vice a été réparé. L'**acte est validé** à l'égard de tous et il est tenu pour valable dès l'origine. Si elle porte sur la désignation ou le renouvellement d'un mandataire social, la régularisation entraîne la ratification rétroactive des actes passés par ce mandataire entre la date de l'assemblée qui l'a irrégulièrement désigné et la date de celle qui a régularisé la situation (CA Paris 12-12-2006 n° 05-24397 : RJDA 5/07 n° 508).

49178

La disparition de la cause de nullité ne met pas obstacle à l'exercice d'une action en **dommages-intérêts** tendant à la réparation du préjudice causé par le vice dont l'acte ou la délibération était entaché (C. civ. art. 1844-17, al. 2 ; C. com. art. L 235-13, al. 2).

Cette réparation doit normalement englober les frais de justice relatifs à l'action en nullité intentée par le demandeur avant la régularisation, frais dont, précédemment, la loi prévoyait expressément le dédommagement.

La mise en jeu de l'action en dommages-intérêts est ouverte pendant trois ans à compter du jour où la nullité a été couverte (C. civ. art. 1844-17, al. 2 ; C. com. art. L 235-13, al. 2).

Cas particuliers

49185 Vice du consentement ou incapacité d'un associé Lorsqu'une cause de nullité est fondée sur un vice du consentement ou l'incapacité d'un associé susceptible d'être régularisée (par exemple, accord de l'associé dont le consentement était vicié), une **procédure** de régularisation en deux phases peut être mise en œuvre.

Première phase : tout intéressé peut **mettre en demeure** – par acte d'huissier ou par lettre recommandée AR (Décret du 3-7-1978 art. 15 ; C. com. art. R 235-1, ce dernier texte, applicable aux sociétés commerciales, visant tout acte extrajudiciaire et pas seulement les actes d'huissier) – la personne susceptible d'opérer la régularisation soit d'y procéder, soit d'agir en nullité dans un délai de six mois à peine de forclusion, cette mise en demeure étant dénoncée à la société (C. civ. art. 1844-12, al. 1 ; C. com. art. L 235-6, al. 1).

Deuxième phase : à défaut de régularisation, la société ou un actionnaire peut soumettre au tribunal saisi de l'action en nullité toute **mesure susceptible de supprimer l'intérêt du demandeur**, notamment le rachat de ses droits sociaux.

Le tribunal peut alors (C. civ. art. 1844-12, al. 2 ; C. com. art. L 235-6, al. 2) :

- soit prononcer la nullité ;
- soit rendre obligatoires les mesures proposées à condition toutefois que ces mesures aient été préalablement adoptées par la société aux conditions prévues pour les modifications statutaires, le vote du demandeur en nullité n'étant pas pris en considération.

Si le tribunal ordonne le **rachat des droits sociaux** du demandeur, la valeur des droits à rembourser est déterminée, en cas de contestation, par un expert désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil (C. civ. art. 1844-12, al. 3 ; C. com. art. L 235-6, al. 3). Sur ces dispositions voir n^{os} 48100 s.

49188 Défaut de publicité Lorsque la nullité d'actes ou de délibérations postérieurs à la constitution d'une société est fondée sur la violation des règles de publicité (cas dans les **sociétés en nom collectif ou en commandite simple**), toute personne ayant intérêt à la régularisation de l'acte peut mettre la société en demeure d'y procéder (C. com. art. L 235-7). La société dispose d'un **délat** de 30 jours à compter de la mise en demeure pour procéder à la publicité omise (C. com. art. R 235-2, al. 1).

A défaut de régularisation dans ce délai, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé d'accomplir la formalité (art. L 235-7 et R 235-2, al. 2).

49191 Fusion ou scission de société commerciale Lorsqu'il est possible de remédier à une irrégularité susceptible d'entraîner la nullité d'une telle opération, le tribunal saisi de l'action en nullité doit accorder aux sociétés intéressées un **délat** pour régulariser la situation (C. com. art. L 235-8, al. 2).

F. Demandes diverses

49400 Outre les demandes dont le régime procédural est exposé ci-dessus, la société, les associés ou tout intéressé selon le cas sont habilités par des textes spéciaux à former des actions tendant en général à **réparer ou prévenir des irrégularités** susceptibles d'affecter la situation de la société ou des associés : demandes de prorogation de délai, de nomination d'un mandataire, de révocation d'un dirigeant, d'injonction de faire, etc.

49402 Nous présentons dans les **tableaux** ci-après les **principales demandes** prévues par ces textes en précisant pour chacune d'elles la forme qu'elle doit revêtir : action au fond (devant le tribunal de commerce pour les sociétés commerciales ; devant le TGI dans les autres cas) ou demande présentée devant le président du tribunal statuant en référé, en la forme des référés ou sur simple requête.

Le respect de la **condition de forme** est important car une demande présentée dans une forme impropre est irrecevable. Tel est notamment le cas lorsqu'une assignation devant être introduite « en la forme des référés » l'est « en référé » ou, ce qui revient au même, « en matière de référé » (par exemple, CA Versailles 11-5-2011 n^o 10/04064, 14^e ch.).

Les tableaux ci-après sont complétés par des **exemples de demandes** dont les praticiens peuvent s'inspirer pour établir leurs propres actes.

1. Gestion et fonctionnement de la société

a. Demandes présentées par la société

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Prolongation du délai de réunion de l'assemblée d'approbation des comptes d'une SARL (C. com. art. R 223-18-1), d'une société anonyme ou en commandite par actions (C. com. art. R 225-64) ou d'une société civile importante ayant une activité économique (C. com. art. R 612-2, al. 2)	Requête (art. précités)	1. Dans les sociétés anonymes, demande présentée par le conseil d'administration ou le directoire selon le cas (C. com. art. R 225-64) 2. Dans la société en nom collectif ou en commandite simple, possibilité de présenter une requête par application du droit commun, en cas d'urgence (CPC art. 875)

49405

En principe, l'assemblée d'approbation des comptes des sociétés mentionnées ci-dessus doit être réunie dans les six mois de la clôture de l'exercice. Cependant, la prolongation de ce délai peut être demandée s'il n'est pas possible de le respecter pour des **raisons légitimes**, par exemple s'il survient un événement susceptible de fausser les comptes déjà arrêtés et si leur retraitement nécessite un délai (Cass. crim. 17-10-2007 n° 07-81.033 : RJD 3/08 n° 294). Cette **demande doit être présentée avant l'expiration du délai** de six mois. Elle peut l'être même si l'assemblée a déjà été convoquée (CA Paris 2-8-2001 n° 01-12698 : RJD 6/02 n° 647).

49406

En l'absence de dispositions limitant la durée de la prorogation, le juge peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, accorder un **délai supérieur à six mois**, ayant pour effet de faire statuer l'assemblée sur les comptes plus de 12 mois après la clôture de l'exercice (CA Paris 14-11-1989 n° 89/20728 : Bull. Joly 1990 p. 82).

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49407

Demande de report de l'assemblée annuelle

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...

M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de président(e) du conseil d'administration de la société ..., société anonyme au capital de ... €, dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...), a l'honneur d'exposer que la société a clôturé les comptes de son dernier exercice social le ... et que, conformément à l'article L 225-100 du Code de commerce, elle doit réunir son assemblée générale annuelle au plus tard le ...

Toutefois, la réunion ne pourra pas se tenir à cette date pour le motif suivant : ...

En conséquence, le requérant prie M./M^{me} le Président d'autoriser la société à bénéficier d'un délai supplémentaire de ... mois pour lui permettre d'organiser la réunion de l'assemblée dans les conditions légales et en respectant les délais d'information des actionnaires.

Fait à ... le ...

(*signature du requérant*)

Demandes propres aux sociétés commerciales

Objet de la demande	Forme de la demande
Prolongation du délai de mise en paiement des dividendes (C. com. art. L 232-13, al. 2)	Requête (C. com. art. R 232-18)
Révocation du gérant de société en commandite par actions pour cause légitime (C. com. art. L 226-2, al 4)	Action au fond Référé admis en cas d'urgence (CA Pau 6-3-2003 n° 02-1557 : RJD 12/03 n° 1191 rendu pour une SARL mais transposable)

49410

b. Demandes présentées par un associé

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

49420

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Révocation du gérant pour cause légitime (C. civ. art. 1851, al. 2 ; C. com. art. L 223-25, al. 2 et L 226-2, al. 4)	Action au fond Référé admis en cas d'urgence (CA Pau 6-3-2003 n° 02-1557 ; RJDA 12/03 n° 1191)	1. Action prévue par les textes précités pour les sociétés civiles, les SARL et les sociétés en commandite par actions ; action admise par analogie pour les sociétés en nom collectif et en commandite simple (Cass. com. 8-2-2005 n° 01-14.292 ; RJDA 5/05 n° 582) 2. Action à engager contre le gérant et la société sans avoir à mettre en cause l'ensemble des associés (Cass. com. 15-1-2013 n° 11-28.510 ; RJDA 5/13 n° 416)
Désignation d'un mandataire chargé de provoquer la consultation des associés d'une société civile (Décret du 3-7-1978 art. 39, al. 3) ou de convoquer une assemblée générale de SARL, de société anonyme ou de société en commandite par actions (C. com. art. L 223-27, al. 5 et L 225-103, II-2°) : n° 49423	En la forme des référés dans une société civile (Décret du 3-7-1978 art. 39, al. 3) Référé dans une SARL (C. com. art. R 223-20, al. 3), une société anonyme ou une société en commandite par actions (C. com. art. R 225-65, al. 1)	1. Dans les sociétés civiles, action recevable si le gérant ne répond pas ou s'oppose à une demande de consultation des associés présentée depuis plus d'un mois (Décret du 3-7-1978 art. 39, al. 3) 2. Dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions, exercice de l'action par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social (C. com. art. L 225-103, II-2°) ; un actionnaire ne répondant pas à cette condition peut néanmoins agir sur le fondement de ce texte, comme tout intéressé, en cas d'urgence (n° 49440) 3. Dans les sociétés en nom collectif ou en commandite simple ou encore dans les sociétés par actions simplifiées, pour lesquelles l'action n'est prévue par aucun texte, désignation admise en référé dans les conditions de droit commun : notamment en cas d'urgence (CPC art. 872) ou pour prévenir un dommage imminent (CPC art. 873, al. 1) ; désignation sur requête écartée, sauf si les circonstances justifient que la mesure ne soit pas prise contrairement (Cass. com. 25-3-2014 n° 13-16.089 ; RJDA 7/14 n° 630) 4. En cas de demande dirigée contre le représentant légal, obligation de mettre également en cause la société sous peine d'irrecevabilité de la demande (Cass. com. 3-11-2004 n° 01-01.855 ; RJDA 7/05 n° 811)
Désignation d'un mandataire chargé de provoquer la consultation des associés sur la prorogation de la société (C. civ. art. 1844-6, al. 3)	Requête (art. précité)	Demande possible si les associés n'ont pas été consultés un an au moins avant la date d'expiration de la société (art. précité)

Désignation d'un mandataire Pour être recevable, la demande doit tendre à des fins conformes à l'intérêt social et non à la satisfaction des intérêts propres du demandeur (Cass. com. 19-6-1990 n° 89-14.092 : Bull. civ. IV n° 186). Elle peut être accueillie sans qu'il y ait lieu d'établir qu'il y a urgence ou absence de contestation sérieuse. Il n'est pas non plus nécessaire de rapporter la preuve de circonstances rendant impossible le fonctionnement normal de la société (CA Aix-en-Provence 2-4-2009 n° 07-14109 : RJDA 6/10 n° 641). La demande doit préciser la mission du mandataire, qui peut consister à soumettre à la collectivité des associés n'importe quelle question relevant de sa compétence.

49423

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49426

Demande de désignation d'un mandataire

Assignment en référé devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignment à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en référé.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

- que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;
- que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ..., société à responsabilité limitée au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

Les événements suivants se sont produits depuis la dernière assemblée des associés :

- ...
- ...

Ces événements imposent de consulter les associés afin de ... (à compléter en conséquence), ce que la gérance s'est abstenue de faire jusqu'à présent malgré la mise en demeure qui lui a été adressée par lettre recommandée AR en date du ...

Les diligences suivantes ont été entreprises en vain pour parvenir à une résolution amiable du litige : ... (énumérer ces diligences).

En conséquence, le demandeur sollicite la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée des associés.

Le demandeur, en tant qu'associé de la société, a qualité pour présenter cette demande par application de l'article L 223-27, al. 5 du Code de commerce.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

- de désigner tel mandataire qu'il lui plaira avec mission de convoquer une assemblée des associés pour le ... (date) au plus tard ;
- de dire que l'assemblée sera appelée à se prononcer sur les questions suivantes : ...
- de dire que la rémunération du mandataire sera mise à la charge de la société.

(...)

Demandes propres aux sociétés civiles

49430

Objet de la demande	Forme de la demande
Désignation d'un mandataire chargé de provoquer la consultation des associés sur la nomination d'un ou plusieurs gérants en cas de vacance de la gérance (C. civ. art. 1846, dernier al.)	Requête (art. précité)

c. Demandes présentées par tout intéressé

Demandes propres aux sociétés commerciales

49440

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Injonction sous astreinte aux dirigeants de communiquer les documents et renseignements à fournir en vue de la réunion d'une assemblée ou désignation d'un mandataire chargé de procéder à cette communication (C. com. art. L 238-1) : n° 49443	Référé (art. précité)	1. Demande d'injonction à présenter contre les dirigeants et non contre la société (Cass. com. 1-7-2008 n° 07-20.643 : RJDA 11/08 n° 1137) 2. Astreinte et frais de procédure mis à la charge des dirigeants (art. précité)
Injonction sous astreinte aux dirigeants de SARL, de société anonyme ou de société en commandite par actions de convoquer l'assemblée d'approbation des comptes ou désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation (C. com. art. L 223-26, al. 1 et L 225-100, al. 1)	Référé (art. précités)	En cas de demande de désignation d'un mandataire, obligation de mettre en cause la société sous peine d'irrecevabilité de la demande (Cass. com. 3-11-2004 n° 01-01.855 : RJDA 7/05 n° 811)
Injonction sous astreinte aux dirigeants d'une société anonyme ou en commandite par actions de communiquer certaines informations absentes du rapport de gestion (C. com. art. L 225-102, al. 3 et L 225-102-1, al. 10)	Référé (art. précités)	1. Informations visées : état de la participation des salariés, rémunérations et mandats des dirigeants, conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société (art. précités) 2. Astreinte et frais de procédure mis à la charge des dirigeants (art. L 225-102 précité, al. 4)
Injonction sous astreinte aux dirigeants de société par actions de communiquer certains rapports et d'accomplir certaines formalités en cas d' augmentation de capital (C. com. art. L 225-149-3, al. 1)	Référé (C. com. art. L 238-1 sur renvoi de l'art. L 225-149-3, al. 1)	Astreinte et frais de procédure mis à la charge des dirigeants (C. com. art. L 238-1, al. 3 sur renvoi de l'art. L 225-149-3, al. 1)
Désignation, en cas d'urgence, d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée de société anonyme ou en commandite par actions (C. com. art. L 225-103, II-2°)	Référé prévu pour les cas d'urgence (CPC art. 872)	Obligation de mettre en cause la société sous peine d'irrecevabilité de la demande (Cass. com. 3-11-2004 n° 01-01.855 : RJDA 7/05 n° 811)
Injonction sous astreinte au président d'une assemblée d'actionnaires de société anonyme ou en commandite par actions de transcrire les procès-verbaux d'assemblée sur un registre (C. com. art. L 238-5)	Référé (art. précité)	
Injonction sous astreinte au président des organes de direction et d'administration de société anonyme de transcrire les procès-verbaux des réunions de ces organes sur un registre (C. com. art. L 238-4)	Référé (art. précité)	

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée appelée à nommer des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance ou à en ratifier la nomination (C. com. art. L 225-24, dernier al. et L 225-78, dernier al.)	Requête (C. com. art. R 225-18 et R 225-44)	Action ouverte si le conseil d'administration ou de surveillance néglige de convoquer l'assemblée ou de pourvoir aux nominations lorsque le nombre de membres du conseil est inférieur au minimum légal ou statutaire (C. com. art. L 225-24 et L 225-78)
Nomination d'un membre du directoire en cas de vacance d'un siège (C. com. art. R 225-36)	Référé (art. précité)	Action ouverte si le siège n'est pas pourvu dans les deux mois de la vacance (art. précité)

Communication d'un renseignement avant une assemblée La demande d'injonction ou de désignation d'un mandataire prévue à l'article L 238-1 du Code de commerce ne permet d'obtenir communication que des seuls **documents et renseignements visés** par ce texte (Cass. com. 23-6-2009 n° 08-14.117 : RJDA 10/09 n° 863) : rapports des dirigeants, texte des résolutions, comptes annuels, etc. **En cas d'augmentation de capital** d'une société par actions, cette action ouvre droit à communication des rapports prévus par les textes auxquels renvoie l'article L 225-149-3 de ce Code : pour l'essentiel, rapports des dirigeants et des commissaires aux comptes établis en cas d'augmentation de capital réservée (C. com. art. L 225-138) ou en cas d'augmentation sans droit préférentiel de souscription par offre au public ou par placement privé (art. L 225-136) ; rapport des commissaires aux apports en cas d'augmentation par apports en nature (art. L 225-147).

Dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions, la communication de la **liste des actionnaires** n'est prévue que pendant les 15 jours précédant l'assemblée (C. com. art. R 225-90, al. 1). La demande de communication sous astreinte de cette liste n'est donc pas recevable lorsqu'elle est formée après la tenue de l'assemblée (Cass. com. 26-2-2008 n° 07-15.269 : RJDA 7/08 n° 821).

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49443

49444

Demande d'injonction

Assignment en référé devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignment à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en référé.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

– que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;

– que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ..., société anonyme au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

Les actionnaires de la société ont été convoqués le ... à participer à une assemblée générale ordinaire de la société qui doit se tenir le ...

Le demandeur, qui justifie de sa qualité d'actionnaire de la société, s'est présenté au siège de la société le ... pour y prendre connaissance du montant global des rémunérations versées aux ... personnes (*cinq ou dix selon le cas*) les mieux rémunérées

de la société, comme l'y autorisent les articles L 225-115, 4^o et R 225-89 du Code de commerce.

La société a refusé de satisfaire à cette demande.

Les diligences suivantes ont été entreprises en vain pour parvenir à une résolution amiable du litige : ... (*énumérer ces diligences*).

En conséquence, le demandeur est en droit d'obtenir que le Président du tribunal statuant en référé ordonne sous astreinte à MM./M^{mes} ..., administrateurs de la société, la communication de ce renseignement par application de l'article L 238-1 du Code de commerce.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

- d'ordonner à MM./M^{mes} ..., de communiquer au demandeur le renseignement mentionné ci-dessus sous astreinte de ... € par jour de retard ;
 - de condamner ceux-ci au paiement de l'astreinte et des dépens ;
 - de dire que l'astreinte sera allouée au demandeur à titre de dommages-intérêts.
- (...)

49446 A notre avis, les associés peuvent se fonder sur le **droit commun de la procédure civile** pour demander en justice des documents et renseignements non visés par l'article L 238-1 du Code de commerce ou, dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions, pour obtenir la liste des actionnaires après la tenue de l'assemblée. Ils peuvent par exemple agir en référé devant le président du tribunal de commerce, même en présence d'une contestation sérieuse : celui-ci pourra ordonner, à titre de mesure conservatoire, la communication des pièces demandées si les associés prouvent que cette communication permet de prévenir un dommage imminent ou de faire cesser un trouble manifestement illicite (CPC art. 873). Ils peuvent aussi fonder leur demande sur l'article 145 du Code de procédure civile, qui permet d'obtenir la communication de documents destinés à établir avant un procès la preuve de faits dont dépend l'issue d'un litige.

2. Intervention d'un professionnel du chiffre

a. Demandes présentées par la société

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

49470

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Relèvement des fonctions d'un commissaire aux comptes (C. com. art. L 823-7)	En la forme des référés (C. com. art. R 823-5, al. 1)	1. Demande présentée par « l'organe d'administration ou de direction » (C. com. art. L 823-7, al. 1) ; si celui-ci n'a pas qualité pour représenter la société (cas du conseil d'administration et du directoire), exercice de l'action par l'intermédiaire du représentant légal (Cass. com. 3-10-2006 n° 05-12.410 : RJDA 2/07 n° 170) 2. Action à exercer à la fois contre le commissaire et contre la société dans les 30 jours de la désignation du commissaire (C. com. art. R 823-5, al. 1)

Demandes propres aux sociétés commerciales

49475

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un commissaire aux apports en cas d'augmentation de capital de la société (SARL ou société par actions) par apports en nature (C. com. art. L 223-33, al. 1 et L 225-147, al. 1)	Requête (C. com. art. R 223-6, al. 2 et R 225-7, al. 2 sur renvoi de l'art. R 225-136, al. 1)	Désignation parmi les commissaires aux comptes inscrits ou parmi les experts inscrits sur une des listes établies par les cours et tribunaux (C. com. art. R 223-6, al. 1 et R 225-7, al. 1)
Désignation d'un commissaire : – à la transformation en cas de transformation d'une société n'ayant pas de commissaire aux comptes en société par actions (C. com. art. L 224-3, al. 1) – chargé d'apprécier la valeur d'un bien qu'un actionnaire de société anonyme ou en commandite par actions projette de céder à celle-ci dans les deux ans de son immatriculation (C. com. art. L 225-101, al. 1) – à la fusion ou à la scission en cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif réalisée entre sociétés par actions ou entre SARL (C. com. art. L 236-10, L 236-16, L 236-22 et L 236-23) : n° 49478	Requête (C. com. art. R 225-7, al. 2 sur renvoi des art. R 224-3, al. 1, R 225-103, al. 1 et R 236-6, al. 1)	Désignation parmi les commissaires aux comptes inscrits ou parmi les experts inscrits sur une des listes établies par les cours et tribunaux (C. com. art. R 225-7, al. 1)

Désignation d'un commissaire à la fusion ou à la scission En principe, toute fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions doit, si l'opération est réalisée entre sociétés par actions ou entre SARL, faire l'objet d'un **rapport** écrit sur ses modalités établi par un ou plusieurs commissaires à la fusion ou à la scission (C. com. art. L 236-10, I pour les fusions de sociétés par actions, sur renvoi des art. L 236-16 et L 236-22 pour les scissions et les apports partiels d'actif de telles sociétés et sur renvoi de l'art. L 236-23 pour les opérations entre SARL).

49478

Il est fréquent en pratique que toutes les sociétés participantes décident de soumettre l'opération au contrôle des mêmes commissaires. Dans ce cas, où ces derniers sont appelés à établir un rapport commun pour l'ensemble de l'opération, leur désignation doit être demandée sous la forme d'une **requête conjointe** de toutes les sociétés (C. com. art. R 236-6, al. 2). Lorsque celles-ci relèvent de tribunaux de commerce différents, il suffit, à notre avis, de déposer la requête devant le président d'un seul de ces tribunaux au choix des parties. En effet, la faculté de recourir à la requête conjointe implique, nous semble-t-il, l'établissement d'une seule requête présentée devant un seul tribunal. La présentation de plusieurs requêtes conjointes devant des juridictions différentes pourrait aboutir à une multiplication du nombre des commissaires susceptible de rendre pratiquement impossible l'établissement d'un rapport unique.

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49482

**Demande de désignation d'un commissaire à la scission
(cas d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions)**

Requête conjointe à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...
M./M^{me} ... (nom, prénom), agissant en qualité de président(e) du conseil d'administration de la société ..., société anonyme au capital de ..., dont le siège est situé ...
(n° d'identification : ... RCS ...), ci-après dénommée « société apporteuse »,

Et M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de président(e) du conseil d'administration de la société ..., société anonyme au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...), ci-après dénommée « société bénéficiaire »,
Ont l'honneur d'exposer ce qui suit :

– la société apporteuse envisage d'apporter à la société bénéficiaire sa branche d'activité de ... (*nature de l'activité apportée*) qu'elle exploite tant en France qu'à l'étranger ;

– cet apport partiel d'actif serait soumis au régime juridique des scissions par application de l'article L 236-22 du Code de commerce.

En conséquence, les requérants sollicitent la désignation d'un ou plusieurs commissaires à la scission chargés d'établir un rapport écrit sur les modalités de cet apport et d'en apprécier la valeur conformément à l'article L 236-10 du Code de commerce.

Une note décrivant les sociétés participant à l'opération et les caractéristiques principales de l'apport est annexée aux présentes.

Fait à ... le ...

(*signatures des requérants*)

Annexe à la requête conjointe

Société apporteuse

Société bénéficiaire

Activité exercée

Chiffre d'affaires

Total du bilan

Nombre de salariés

Nom et adresse des commissaires aux comptes

Nature et montant de l'apport

Montant du passif transféré à la société bénéficiaire

b. Demandes présentées par un associé

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

49490

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes (C. com. art. L 823-4)	Référé (C. com. art. R 823-3)	Action visant à réparer l'omission d'une nomination imposée par la loi et non celle prévue par un pacte d'actionnaires (Cass. com. 12-10-2010 n° 09-13.006 : RJDA 1/11 n° 52)
Récusation ou relèvement des fonctions d'un commissaire aux comptes (C. com. art. L 823-6 et L 823-7) : n°s 49493 s.	En la forme des référés (C. com. art. R 823-5, al. 1)	1. Exercice de l'action par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital social ; dans les sociétés civiles, exercice également possible par 20 % des « membres de l'assemblée générale » (C. com. art. L 823-6, al. 2 et L 823-7, al. 2) 2. Action à exercer à la fois contre le commissaire et contre la société dans les 30 jours de la désignation du commissaire (C. com. art. R 823-5, al. 1)

Récusation ou relèvement d'un commissaire aux comptes La demande de récusation doit être fondée sur un **juste motif** (C. com. art. L 823-6, al. 1), c'est-à-dire un fait permettant de suspecter sérieusement la compétence, l'honorabilité, l'impartialité ou l'indépendance du commissaire à l'égard de la société. Il doit s'agir d'un reproche visant personnellement le commissaire dont le remplacement est demandé et contestant son aptitude à exercer correctement et objectivement ses fonctions (pour un cas où le motif de récusation n'a pas été jugé suffisant, voir CA Colmar 23-2-1983 : Rev. sociétés 1983 p. 583 note J. G.).

49493

En revanche, la procédure de récusation n'est pas applicable lorsque la contestation porte sur la **validité de la délibération de l'assemblée** générale ayant nommé le commissaire ; il y a lieu alors de demander l'annulation de cette assemblée.

Le commissaire aux comptes peut être relevé de ses fonctions (révoqué) en cas de **faute** ou d'**empêchement** (C. com. art. L 823-7, al. 1). Le commissaire commet une faute lorsqu'il n'exécute pas sa mission ou lorsqu'il l'exécute mal (pour des exemples de faute, voir Cass. com. 18-10-1994 n° 92-20.026 : RJDA 12/94 n° 1309 ; Cass. com. 14-11-1995 n° 93-16.724 : RJDA 2/96 n° 235 ; Cass. com. 10-7-2007 n° 06-13.423 : RJDA 11/07 n° 1119). Il est considéré comme empêché dès l'instant où il n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions dans les conditions et délais requis (par exemple, maladie, éloignement, surcharge d'activité, etc.).

49494

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49496

Demande de récusation d'un commissaire

Assignation en la forme des référés devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en la forme des référés.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

- que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;

- que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ..., société anonyme au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

M./M^{me} ... a été désigné(e) commissaire aux comptes de la société par décision de l'assemblée générale ordinaire du ...

Le demandeur, qui justifie détenir un nombre d'actions représentant au moins 5 % du capital, demande la récusation de M./M^{me} ... par application de l'article L 823-6 du Code de commerce pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...

La demande de récusation, formée dans les 30 jours de la désignation du commissaire, intervient après les diligences suivantes entreprises en vain par le demandeur pour obtenir la démission du commissaire : ... (*énumérer ces diligences*).

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

- de récusé M./M^{me} ...

- de désigner en conséquence tel commissaire aux comptes qu'il plaira à M./M^{me} le Président en remplacement de M./M^{me} ...

(...)

Demandes propres aux sociétés commerciales

49500

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un commissaire aux apports en cas de constitution de la société (SARL ou société par actions) ou d'augmentation de capital par apports en nature (C. com. art. L 223-9, al. 1, L 223-33, al. 1, L 225-8, al. 1, L 225-12 et L 225-147, al. 1) : n° 49503	Requête (C. com. art. R 223-6, al. 2, R 225-7, al. 2, R 225-13 et R 225-136, al. 1)	Désignation parmi les commissaires aux comptes inscrits ou parmi les experts inscrits sur une des listes établies par les cours et tribunaux (C. com. art. R 223-6, al. 1 et R 225-7, al. 1)
Désignation facultative d'un commissaire aux comptes (C. com. art. L 221-9, al. 3, L 223-35, al. 3 et L 227-9-1, dernier al.)	En la forme des référés (C. com. art. R 221-5, al. 3, R 223-27 et R 227-1, dernier al.)	1. Exercice de l'action par tout associé de société en nom collectif ou en commandite simple (C. com. art. L 221-9, al. 3) 2. Exercice de l'action par un ou plusieurs associés de SARL ou de société par actions simplifiée représentant au moins 10 % du capital (C. com. art. L 223-35, al. 3 et L 227-9-1, dernier al.)
Désignation d'un expert chargé de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion d'une SARL ou d'une société par actions (C. com. art. L 223-37 et L 225-231)	En la forme des référés (C. com. art. R 223-30, al. 1 et R 225-163, al. 1)	1. Exercice de l'action par un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital dans une SARL et 5 % dans une société par actions (C. com. art. L 223-37, al. 1 et L 225-231, al. 1) 2. Dans une société par actions, obligation de faire précéder l'action d'une consultation des dirigeants ; action ouverte à défaut de réponse dans le délai d'un mois ou en l'absence de réponse satisfaisante (C. com. art. L 225-231, al. 1 et 2)

49503 Désignation d'un commissaire aux apports En principe, tout apport de bien à une SARL ou à une société par actions doit faire l'objet d'un rapport établi par un commissaire aux apports. Celui-ci est désigné en justice sauf si les associés s'accordent à l'unanimité sur sa désignation (C. com. art. L 223-9, al. 1, L 223-33, al. 1, L 225-8, al. 1 et L 225-147, al. 1).

Par exception, l'intervention d'un commissaire aux apports est facultative dans les SARL en cours de constitution (C. com. art. L 223-9, al. 2 et D 223-6-1) :

- si aucun apport en nature n'a une valeur supérieure à 30 000 € ;
- et si, en outre, la valeur totale de l'ensemble des apports en nature n'excède pas la moitié du capital social.

A supposer que ces deux conditions soient remplies, la décision de ne pas recourir à un commissaire aux apports doit être prise à l'unanimité des futurs associés (art. L 223-9, al. 2). Les apports suivants consentis à l'occasion de la constitution ou de l'augmentation de capital d'une société par actions peuvent également être dispensés de l'évaluation du commissaire aux apports si les fondateurs (en cas de constitution) ou le conseil d'administration ou encore le directoire (en cas d'augmentation de capital) le décident (C. com. art. L 225-8-1, I et L 225-147-1, I) :

- valeurs mobilières donnant accès au capital ou instruments du marché monétaire s'ils ont été évalués au prix moyen pondéré auquel ils ont été négociés sur un ou plusieurs marchés réglementés durant les trois mois précédant la date de la réalisation effective de l'apport ;
- autres éléments d'actif ayant été évalués, à l'occasion d'un précédent apport, par un commissaire aux apports six mois au plus avant la réalisation effective du nouvel apport (cas de « réapport »).

Dans ce cas, la décision de dispense ainsi que tout document relatif à la description et à l'évaluation des apports, dont une attestation précisant qu'aucune circonstance nouvelle n'est venue modifier cette évaluation, doivent être tenus à la disposition des actionnaires (C. com. art. R 225-14-1 et R 225-136-1).

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49505

Demande de désignation d'un commissaire

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...
M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de fondateur de la société ... (*dénomination*), société ... (*forme*) en cours de constitution, a l'honneur d'exposer ce qui suit :

– M./M^{me} ... s'est engagé(e) à apporter à la société ... (*décrire sommairement le bien apporté à la société : par exemple « un fonds de commerce de vente en gros situé ... »*) ;

– cet engagement a été constaté par acte sous seing privé du ... dont une copie est annexée à la présente requête.

Conformément aux articles L 223-9 et R 223-6 (*pour les SARL*)/L 225-8 et R 225-7 (*pour les sociétés par actions*) du Code de commerce, le requérant sollicite la désignation d'un commissaire aux apports chargé d'apprécier la valeur du bien mentionné ci-dessus.

Fait à ... le ...

(*signature du requérant*)

3. Sort des apports en numéraire

a. Demandes présentées par un apporteur

Demandes propres aux sociétés commerciales

49530

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Restitution des fonds versés par l'apporteur à une SARL en cours de constitution ou à une SARL ayant décidé une augmentation de capital si l'opération n'est pas réalisée dans un délai de six mois (C. com. art. L 223-8, al. 2 et L 223-32, al. 3)	Requête (C. com. art. R 223-5, 1 ^o)	
Désignation d'un mandataire chargé de retirer les fonds versés par l'apporteur à une société par actions en cours de constitution ou à une société par actions ayant décidé une augmentation de capital si l'opération n'est pas réalisée dans un délai de six mois (C. com. art. L 225-11, al. 2, L 225-12 et L 225-144, al. 3)	Référé dans les sociétés offrant leurs actions au public (C. com. art. R 225-12, al. 2)	Référé admis par analogie dans les sociétés n'offrant pas leurs actions au public même si l'article R 225-12 précité ne s'applique qu'aux sociétés constituées avec offre au public (C. com. art. R 225-13)

Il ressort du tableau ci-dessus les **différences** suivantes entre l'action permettant la restitution des fonds dans une **SARL** et celle le permettant dans une **société par actions** :

49531

– une différence liée à la forme de la demande (requête dans la SARL ; référé dans les sociétés par actions) ;

– une différence liée à l'objet de la demande (demande directe de restitution au président du tribunal dans la SARL ; demande de désignation d'un mandataire chargé de retirer les fonds dans la société par actions).

Dans la SARL, l'action en restitution peut être exercée aussi bien en l'**absence de constitution** de la société (c'est-à-dire de signature des statuts) qu'en l'**absence d'immatriculation** de celle-ci dans les six mois du premier dépôt des fonds (C. com. art. L 223-8, al. 2) alors que dans la société par actions, l'action n'est recevable que si la société n'est pas constituée dans ce délai (C. com. art. L 225-11, al. 2).

49532

Aucune disposition n'organise le retrait des fonds dans une société par actions lorsque, les statuts ayant été signés, la société n'est pas immatriculée. Dans ce cas, les actionnaires peuvent décider à l'unanimité de rompre le contrat de société et charger l'un d'entre eux de demander en référé au président du tribunal de commerce de prendre acte de la rupture et d'enjoindre au dépositaire de restituer les fonds.

49535 **Avertissement** : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

Demande de restitution de fonds

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...
M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de fondateur de la société ..., société à responsabilité limitée en cours de constitution, a l'honneur d'exposer ce qui suit :

- le projet de statuts de cette société, dont une copie est annexée à la présente requête, a été établi le ..., ce projet prévoyant que la société serait constituée avec un capital de ... € ;
- en application de ce projet, le requérant a versé la somme de ... €, correspondant à son apport ;
- il ressort d'une attestation bancaire, dont une copie est annexée à la présente requête, que les fonds correspondant aux apports en numéraire ont été déposés à la ... (*nom de la banque et adresse de l'agence*) le ... (*date*) ;
- plus de six mois se sont écoulés depuis ce dépôt et la société n'est toujours pas constituée.

Les diligences suivantes ont été entreprises en vain pour obtenir la restitution amiable des fonds : ... (*énumérer ces diligences*).

En conséquence, le requérant sollicite, conformément aux articles L 223-8 et R 223-5 du Code de commerce, l'autorisation de retirer les fonds représentant ses apports en numéraire.

Fait à ... le ...

(*signature du requérant*)

b. Demandes présentées par tout intéressé

Demandes propres aux sociétés commerciales

49540

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Injonction sous astreinte aux dirigeants de procéder aux appels de fonds correspondant au capital non libéré ou désignation d'un mandataire chargé d'effectuer la formalité (C. civ. art. 1843-3, al. 5)	Référé (art. précité)	1. Action ouverte dans les sociétés (SARL et sociétés par actions) dont les dirigeants n'ont pas procédé aux appels de fonds dans le délai légal (art. précité) 2. Action, recevable même si la société n'a pas été mise en cause, ne permettant pas de condamner un associé à libérer son apport (Cass. com. 7-7-2009 n° 08-16.433 : RJDA 1/10 n° 46)

4. Régime des parts et actions

a. Demandes présentées par la société

Demandes propres aux sociétés commerciales

49570

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Prolongation du délai de rachat des parts ou actions (trois mois) d'un associé de SARL ou d'un actionnaire de société anonyme ou en commandite par actions dont le projet de cession n'a pas été agréé (C. com. art. L 223-14, al. 3 et L 228-24, al. 3) : n° 49573	Requête dans une SARL (C. com. art. R 223-11, al. 2) Référé dans une société anonyme ou en commandite par actions (C. com. art. R 228-23, al. 2)	1. Dans la SARL, prolongation du délai limitée à six mois (C. com. art. L 223-14, al. 3) 2. Dans la société anonyme ou en commandite par actions, obligation d'appeler en la cause le cédant et l'acquéreur (C. com. art. R 228-23, al. 2) 3. Ordonnance insusceptible de recours (C. com. art. R 223-11, al. 2 et R 228-23, al. 2) même si le juge statue après l'expiration du délai de rachat du moment qu'il a été saisi avant (Cass. com. 13-6-1984 n° 83-10.712 : Bull. civ. IV n° 195)
Délai de paiement accordé à une SARL pour racheter les parts d'un associé dont le projet de cession n'a pas été agréé (C. com. art. L 223-14, al. 4)	Référé (C. com. art. R 223-11, al. 2)	1. Délai maximal de deux ans accordé sur justification (C. com. art. L 223-14, al. 4) 2. Ordonnance insusceptible de recours (C. com. art. R 223-11, al. 2)

Prolongation du délai de rachat de parts ou actions Dans la SARL, il est possible de demander au juge plusieurs prolongations à l'intérieur de la limite des six mois prévue à l'article L 223-14, al. 3 du Code de commerce. Dans une société par actions, le juge peut proroger le délai plusieurs fois pour une durée supérieure à six mois. L'allongement du délai de rachat ne peut résulter que d'une décision de justice et non pas d'une convention entre les parties (Cass. com. 8-4-2008 n° 06-18.362 : RJDA 7/08 n° 809).

49573

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49576

Demande de prolongation de délai

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...
M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de gérant de la société ..., société à responsabilité limitée au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...), a l'honneur d'exposer ce qui suit :

- M./M^{me} ..., associé de la société, a notifié à celle-ci un projet de cession de ses parts sociales le ... par lettre recommandée AR dont une copie est annexée à la présente requête ;
- une assemblée des associés tenue le ... a refusé d'agréer cette cession par une délibération dont une copie est annexée à la présente requête ;
- les coassociés de M./M^{me} ... sont actuellement dans l'impossibilité d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts de celui/celle-ci pour le motif suivant : ...

En conséquence, le requérant sollicite, conformément à l'article L 223-14, al. 3 du Code de commerce, un délai supplémentaire de ... mois à compter de ce jour pour procéder au rachat des parts.

Fait à ... le ...

(signature du requérant)

b. Demandes présentées par un associé**Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales****49585**

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un mandataire chargé de représenter les copropriétaires de parts ou d'actions (C. civ. art. 1844, al. 2 ; C. com. art. L 225-110, al. 2)	Référé en cas d'actions indivises (C. com. art. R 225-87)	1. Désignation en cas de désaccord sur le représentant de l'indivision, à la demande du copropriétaire le plus diligent (C. civ. art. 1844, al. 2 ; C. com. art. L 225-110, al. 2) 2. Référé admis par analogie en cas de parts indivises 3. Action à exercer contre les autres copropriétaires et la société

49586

La demande de désignation d'un mandataire chargé de représenter des copropriétaires de parts ou d'actions doit être accueillie dès lors qu'il y a **désaccord entre les copropriétaires** sur le choix du mandataire. Il en est ainsi même si l'un des copropriétaires a été investi, à la majorité des deux tiers des droits indivis, d'un mandat général pour administrer l'indivision (Cass. 1^{er} civ. 15-12-2010 n^o 09-10.140 : RJDA 2/11 n^o 153). L'existence d'un désaccord ne fait pas obstacle à ce que le président du tribunal choisisse l'un des copropriétaires comme mandataire (Cass. com. 10-7-2012 n^o 11-21.789 : RJDA 11/12 n^o 974).

49590

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

Demande de désignation d'un mandataire

Assignment en référé devant le Tribunal de commerce/de grande instance (*selon la forme, commerciale ou non, de la société*) de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce/de grande instance (*selon le cas*) de ... sis ... statuant en référé.

Mentions à reproduire en cas d'assignation devant le Tribunal de commerce :

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

– que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;

– que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Mentions à reproduire en cas d'assignation devant le TGI :

Vous devez comparaître à cette audience ou vous y faire représenter par un avocat inscrit au barreau. A défaut, vous vous exposeriez à ce qu'une ordonnance soit rendue à votre encontre sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ... (*dénomination*), société ... (*forme*) au capital de ..., dont le siège est situé ... (n^o d'identification : ... RCS ...).

A la suite du décès de M./M^{me} ..., titulaire de ... parts sociales/actions de la société, celles-ci sont tombées en indivision entre les héritiers du défunt, MM./M^{mes} ...

Ceux-ci n'ont pas pu se mettre d'accord sur la désignation d'un mandataire chargé de les représenter aux assemblées générales de la société malgré les diligences suivantes entreprises par le demandeur : ... (*énumérer ces diligences*).

Le demandeur, qui détient à titre personnel ... parts/actions de la société, s'est impliqué en vue de la sauvegarde de l'intérêt social en ... (*décrire l'activité déployée par le demandeur au sein de la société*)

En conséquence, le demandeur s'estime apte à garantir la défense des intérêts de l'indivision et sollicite sa désignation comme mandataire de MM./M^{mes} ...

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de désigner le demandeur comme mandataire chargé de représenter les copropriétaires mentionnés ci-dessus aux assemblées générales de la société.

(...)

5. Dissolution et liquidation de la société

a. Demandes présentées par le liquidateur

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Approbation des comptes définitifs de liquidation (Décret du 3-7-1978 art. 10, al. 2 ; C. com. art. L 237-10)	Requête prévue pour les mesures urgentes (CPC art. 812, al. 2 pour les sociétés civiles et art. 875 pour les sociétés commerciales)	49610 1. Action ouverte si l'assemblée de clôture ne peut pas délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes (Décret du 3-7-1978 art. 10, al. 2 ; C. com. art. L 237-10) 2. Le juge n'a pas à se prononcer sur une question sans lien direct avec la clôture de la liquidation, tel le manquement du liquidateur à ses obligations ; le juge se limite à vérifier si les opérations de liquidation peuvent être clôturées et si un quitus peut être donné au liquidateur (Cass. 3 ^e civ. 21-10-2014 n° 13-23.479 : RJA 1/15 n° 21)

Demandes propres aux sociétés commerciales

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Adoption des décisions de l'assemblée annuelle d'une société en liquidation (C. com. art. L 237-27, II)	Requête (C. com. art. R 237-15, al. 1)	49615 Action ouverte si la majorité requise pour prendre les décisions n'est pas réunie (C. com. art. L 237-27, II)

Sauf dispense accordée par décision de justice, le liquidateur doit convoquer l'assemblée des associés **au moins une fois par an** et dans les six mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes annuels, donner les autorisations nécessaires et éventuellement renouveler le mandat des contrôleurs, commissaires aux comptes ou membres du conseil de surveillance (C. com. art. L 237-25, al. 2).

La demande d'adoption des décisions de l'assemblée est accueillie si celles-ci ne peuvent pas être prises (C. com. art. L 237-27, I et II) :

- à la majorité des associés en capital dans les SARL et les sociétés en nom collectif ou en commandite simple ;
- aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions ;
- à l'unanimité des associés sauf clause contraire dans les sociétés par actions simplifiées.

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49616

49620

Demande d'adoption des décisions de l'assemblée annuelle

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ...

M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité de liquidateur amiable de la société ... (*dénomination*), société ... (*forme*) en liquidation au capital de ..., dont le siège de la liquidation est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...), a l'honneur d'exposer ce qui suit :

– M./M^{me} ... a convoqué les associés de la société le ... (*date*) à une assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, comptes dont une copie est annexée à la présente requête ;

– ces comptes ont été certifiés réguliers et sincères par le commissaire aux comptes de la société aux termes d'un rapport dont une copie est annexée à la présente requête (*mention à indiquer si la société a désigné un commissaire aux comptes*) ;

– il ressort du procès-verbal de l'assemblée, dont une copie est annexée à la présente requête, que la majorité requise pour l'approbation des comptes n'a pas pu être réunie en raison de l'opposition de certains associés.

Les diligences suivantes ont été entreprises en vain pour parvenir à un règlement amiable de ce problème : ... (*énumérer ces diligences*).

En conséquence et conformément à l'article L 237-27, II du Code de commerce, le requérant sollicite de M./M^{me} le Président qu'il/elle statue sur l'approbation de ces comptes.

Fait à ... le ...

(*signature du requérant*)

b. Demandes présentées par un associé**Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales****49630**

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Dissolution anticipée de la société pour justes motifs, telle une mésentente entre associés (C. civ. art. 1844-7, 5°)	Action au fond	1. Action à exercer à la fois contre le ou les associés auxquels la cause de dissolution est imputable et contre la société (Cass. 1 ^{er} civ. 4-7-1995 n° 93-12.749 : RJDA 10/95 n° 1100) 2. Action irrecevable si elle est exercée par un associé responsable de la mésentente (Cass. com. 16-6-1992 n° 90-18.441 : RJDA 10/92 n° 921)

Demandes propres aux sociétés commerciales**49635**

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée de clôture d'une société en liquidation (C. com. art. L 237-9, al. 2)	Référé (C. com. art. R 237-5)	Obligation de mettre en cause la société sous peine d'irrecevabilité de la demande (Cass. com. 3-11-2004 n° 01-01.855 : RJDA 7/05 n° 811)

49636

La loi prévoit la possibilité de désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée de clôture d'une société en liquidation afin de suppléer l'éventuelle carence du liquidateur. En revanche, la loi est muette sur les conditions d'adoption des décisions de l'assemblée (notamment l'approbation du compte définitif de liquidation). Il convient donc d'appliquer les règles prévues n° 49616 pour les assemblées annuelles (Cass. com. 8-3-1983 n° 81-15.668 : Bull. civ. IV n° 101).

Toutefois, ces règles n'étant prescrites que pour les assemblées annuelles, elles ne sauraient être considérées, à notre avis, comme impératives pour l'assemblée de clôture. Les statuts peuvent donc valablement, nous semble-t-il, prévoir des conditions de quorum et de majorité propres à cette assemblée.

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49640

Demande de désignation d'un mandataire

Assignment en référé devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en référé.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

– que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;

– que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ..., société ... (*forme*) au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

Cette société a été dissoute par décision des associés en date du ... et M./M^{me} ... a été désigné(e) liquidateur de la société.

Les opérations de liquidation sont terminées et il y a lieu de réunir une assemblée appelée à statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du liquidateur et la clôture de la liquidation.

M./M^{me} ... n'a pas convoqué cette assemblée malgré la mise en demeure qui lui a été adressée par lettre recommandée AR en date du ...

Les diligences suivantes ont été entreprises en vain pour parvenir à une résolution amiable du litige : ... (*énumérer ces diligences*).

Le demandeur est en droit de demander la désignation d'un mandataire chargé de convoquer cette assemblée par application de l'article L 237-9, al. 2 du Code de commerce.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

– de désigner tel mandataire qu'il plaira à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce avec pour mission de convoquer l'assemblée de clôture de la liquidation de la société pour le ... (*date*) au plus tard ;

– de dire que l'assemblée sera appelée à statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du liquidateur et la clôture de la liquidation.

(...)

c. Demandes présentées par tout intéressé

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

49650

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Nomination du liquidateur amiable d'une société (C. civ. art. 1844-8, al. 2 ; C. com. art. L 237-19) : n° 49651	Requête (Décret du 3-7-1978 art. 9, al. 1 ; C. com. art. R 237-12, al. 1)	Recours contre l'ordonnance par voie d'opposition (Décret du 3-7-1978 art. 9, al. 2 ; C. com. art. R 237-12, al. 2)
Approbation des comptes définitifs de liquidation (Décret du 3-7-1978 art. 10, al. 2 ; C. com. art. L 237-10)	Requête prévue pour les mesures urgentes (CPC art. 812, al. 2 pour les sociétés civiles et art. 875 pour les sociétés commerciales)	Action ouverte si l'assemblée de clôture ne peut pas délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes (Décret du 3-7-1978 art. 10, al. 2 ; C. com. art. L 237-10)

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Ouverture ou achèvement de la liquidation d'une société dissoute depuis plus de trois ans (C. civ. art. 1844-8, al. 4)	Requête prévue pour les mesures urgentes (CPC art. 812, al. 2 pour les sociétés civiles et art. 875 pour les sociétés commerciales)	

49651 Nomination d'un liquidateur amiable La demande de nomination est recevable dès lors qu'un liquidateur n'a pas pu être désigné dans les conditions prévues par les statuts ou par la loi. La demande peut être présentée par tout intéressé. Tel est le cas d'un mandataire de justice désigné en qualité de liquidateur d'une SARL et dont les fonctions sont arrivées à expiration, lequel peut valablement demander en justice la désignation d'un nouveau liquidateur (CA Paris 6-7-1993 n° 91/007283 : RJDA 12/93 n° 1041).

49653 Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

Demande de désignation d'un liquidateur

Requête à M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce/de grande instance (*selon la forme, commerciale ou non, de la société*) de ...

M./M^{me} ... (*nom, prénom*), agissant en qualité d'associé/actionnaire de la société ... (*dénomination*), société ... (*forme*) au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...), a l'honneur d'exposer ce qui suit :

– les associés ont décidé de dissoudre la société par une décision d'assemblée du ... dont une copie est jointe à la présente requête ;

– les statuts de la société, dont une copie est jointe à la présente requête, ne comportant aucune disposition sur la désignation du liquidateur, il appartient aux associés d'en nommer un ;

– le requérant (ne) s'est (pas) proposé pour être liquidateur au cours de l'assemblée ;

– le ressort du procès-verbal de cette assemblée, dont une copie est annexée à la présente requête, que les associés n'ont pas pu se mettre d'accord sur le choix du liquidateur, malgré les diligences suivantes entreprises par le demandeur : ... (*énumérer ces diligences*).

En conséquence et conformément à l'article 1844-8, al. 2 du Code civil (*pour les sociétés civiles*)/L 237-19 du Code de commerce (*pour les sociétés commerciales*), le requérant sollicite la désignation de tel liquidateur qu'il plaira à M./M^{me} le Président du tribunal avec mission de liquider la société conformément aux statuts et aux dispositions légales et réglementaires sur les sociétés civiles/commerciales.

Fait à ... le ...

(*signature du requérant*)

Demandes propres aux sociétés commerciales

49655

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Injonction sous astreinte au liquidateur de communiquer les documents et renseignements à fournir en vue de la réunion d'une assemblée ou désignation d'un mandataire chargé de procéder à cette communication (C. com. art. L 238-1)	Référé (art. précité)	1. Demande d'injonction à présenter contre le liquidateur et non contre la société (Cass. com. 1-7-2008 n° 07-20.643 : RJDA 11/08 n° 1137) 2. Astreinte et frais de procédure mis à la charge du liquidateur (C. com. art. L 238-1, al. 3)
Injonction sous astreinte au liquidateur de remplir ses obligations (C. com. art. L 238-2)	Référé (art. précité)	

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un mandataire chargé de convoquer la 1 ^{re} assemblée des associés d'une société en liquidation (C. com. art. L 237-23, al. 2)	Requête (C. com. art. R 237-15, al. 1)	Action ouverte si le liquidateur n'a pas convoqué l'assemblée dans les six mois de sa nomination (C. com. art. L 237-23, al. 1 et 2)
Adoption des décisions de l'assemblée annuelle d'une société en liquidation (C. com. art. L 237-27, II) : n ^{os} 49616 s.	Requête (C. com. art. R 237-15, al. 1)	Action ouverte si la majorité requise pour prendre les décisions n'est pas réunie (C. com. art. L 237-27, II)

6. Autres cas

Les demandes dont nous exposons les caractéristiques ci-après peuvent être présentées par tout intéressé.

49680

Demandes communes aux sociétés civiles et commerciales

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Désignation d'un mandataire chargé d'effectuer une formalité omise ou irrégulièrement accomplie ne portant ni sur la constitution de la société ni sur la modification des statuts (Décret du 3-7-1978 art. 20, al. 2 ; C. com. art. R 210-18, al. 2)	En la forme des référés dans une société civile (Décret du 3-7-1978 art. 20, al. 2) Référé dans une société commerciale (C. com. art. R 210-18, al. 2)	1. Action ouverte si la société n'a pas régularisé la situation dans le délai d'un mois à compter d'une mise en demeure (art. précités) 2. Action recevable sans que le demandeur ait à établir la nécessité de la formalité pour la défense de ses intérêts (Cass. com. 15-6-1999 n° 97-13.556 : RJDA 8-9/99 n° 944, 1 ^{re} espèce)
Injonction sous astreinte aux dirigeants de déposer au registre du commerce les pièces et actes prévus par les textes (notamment comptes annuels) ou désignation d'un mandataire chargé d'effectuer la formalité (C. com. art. L 123-5-1) : n° 49688	Référé (art. précité)	Action recevable sans que le demandeur ait à établir l'existence d'un intérêt particulier (Cass. com. 3-4-2012 n° 11-17.130 : RJDA 7/12 n° 683)

49685

Dépôt de pièces et actes au registre du commerce et des sociétés Cette action ne permet d'obtenir que le dépôt des pièces et actes auquel la société est tenue « par des dispositions législatives ou réglementaires » (C. com. art. L 123-5-1, al. 1). En conséquence, un bailleur ne peut pas se fonder sur ces dispositions pour demander à une société à qui il a loué des locaux de lui communiquer les comptes annuels qu'elle n'a pas publiés (CA Paris 11-6-2003 n° 03-2992 : RJDA 5/04 n° 578).

49688

Avertissement : L'exemple proposé ci-après n'est pas destiné à être reproduit tel quel. Il ne constitue qu'une aide à la rédaction et doit être adapté à chaque situation particulière.

49690

Demande d'injonction de dépôt des comptes

Assignation en référé devant le Tribunal de commerce de ...

L'an DEUX MILLE ...

A la demande de ...

Donne assignation à : ...

A comparaître le ... par-devant M./M^{me} le Président du Tribunal de commerce de ... sis ... statuant en référé.

Il vous est rappelé, conformément aux articles 56 et 853 du Code de procédure civile :

- que les parties se défendent elles-mêmes ou qu'elles ont la faculté de se faire assister ou représenter par toutes personnes de leur choix ; que leur représentant, s'il n'est avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial ;
- que faute de comparaître ou de se faire représenter, elles s'exposent à ce qu'une ordonnance soit rendue contre elles sur les seuls éléments fournis par leur(s) adversaire(s).

Objet de la demande

Par acte du ..., il a été constitué une société dénommée ..., société ... (*forme*) au capital de ..., dont le siège est situé ... (n° d'identification : ... RCS ...).

Les comptes annuels de la société ont été approuvés par une décision d'assemblée du ...

Plus de deux mois* se sont écoulés depuis l'approbation des comptes sans que ceux-ci aient été déposés au greffe du tribunal dont relève la société.

Le demandeur a entrepris en vain les diligences suivantes pour obtenir des dirigeants de la société qu'ils procèdent à ce dépôt : ... (*énumérer ces diligences*).

Le demandeur a intérêt, en sa qualité d'associé/actionnaire de la société dont il justifie, à ce que ces comptes soient déposés au greffe en vue de leur publication au registre du commerce et des sociétés.

Il est donc en droit d'obtenir que le Président du tribunal statuant en référé ordonne sous astreinte à M(M)/M^{me(s)} ..., ... de la société (*préciser les noms et titre des dirigeants visés : gérant, directeur général, président, etc.*) de procéder à ce dépôt par application de l'article L 123-5-1 du Code de commerce.

Par ces motifs

Il est demandé à M./M^{me} le Président du tribunal de commerce :

- d'ordonner à M(M)/M^{me(s)} ..., de déposer au greffe du tribunal dont relève la société les comptes annuels de celle-ci sous astreinte de ... € par jour de retard ;
- de condamner ceux-ci au paiement de l'astreinte et des dépens ;
- de dire que l'astreinte sera allouée au demandeur à titre de dommages-intérêts.

(...)

* Délai maximal laissé pour déposer les comptes par voie électronique (C. com. art. L 232-21, I, L 232-22, I et L 232-23, I)

Demandes propres aux sociétés commerciales

49695

Objet de la demande	Forme de la demande	Précisions
Injonction sous astreinte aux dirigeants de SARL et de société par actions d'indiquer la dénomination , la forme et le montant du capital de la société sur les documents sociaux (C. com. art. L 238-3)	Référé (art. précité)	Mentions à indiquer sur les actes et documents sociaux destinés aux tiers : notamment lettres, factures, annonces et publications diverses (C. com. art. R 123-238, al. 1)